

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2452

10 septembre 2015

SOMMAIRE

AB Acquisitions Luxco 2A S.à r.l.	117685	Fiduciaire Muller & Associés S.A.	117657
Alliance Boots Luxembourg S.à r.l.	117688	Fiduciaire Principale	117655
Asia Property Fund IV Feeder S.A. SICAV-SIF	117695	Fiducial Financière de Luxembourg S.A., SPF	117657
BeProcurement S.A.	117658	Figaro S.A.	117656
BeProcurement S.à r.l.	117658	Financière Les Oliviers S.A.	117656
Berghoff Property GmbH	117680	Finaires	117656
BlackRock Asia Property Fund IV Feeder S.A. SICAV-SIF	117695	Finaires	117657
B. & M. S.à r.l./B.V.	117669	Fitness First Luxembourg	117655
Brandl-Cosmotrans S.à r.l.	117691	Fourteen Phacelia S.à r.l.	117655
BR Europe Parallel (Lux) S.à r.l.	117651	Frescobaldi S.à r.l.	117651
C.Gen Holding S.A.	117650	Froeggen S.A.	117652
City RE 21 S.à r.l.	117685	Full Moon Invest S.A.	117651
Diol	117650	Fundsquare S.A.	117654
DMM	117680	Galanthus S.A.	117652
Eurel International S.A.	117654	PGi Luxembourg S.à r.l.	117650
Euroengineering S.à r.l.	117654	PGi Worldwide S.à r.l.	117651
Euro Investment 2000 S.A.	117654	Samson International Holding S.A.	117652
Everest Real Estate Development	117653	Shady International S.A.	117653
Faminvest S.A.	117656	Specialized Lux. Investments S.A., SICAV-FIS	117653
FBS Services S.à r.l.	117655	Sterling Holdings S.A.	117653
FCWI S.à r.l.	117655	Three-Sixty S.A.	117652
FEELING Formation & Coaching	117650	Vinidarius S.A.	117694
Ferro Holding S.A.	117656	Wasserbillig Motorway Catering Services S.A.	117694
Ferrosan Medical Devices Holding S.à r.l.	117654		
FFS 5 S.à r.l.	117657		

C.Gen Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.
R.C.S. Luxembourg B 137.849.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 22 juin 2015

«The General Meeting decides to re-elect the following Directors until the next annual general meeting of shareholders: Mr. Michel Jadot, Priveq S.A., represented by Mr. Frank van Bellingen, Mr. Jozef Adriaens and Mr. Freddy Bracke. The General Meeting also decides to re-elect Ms. Marie-Reine Bernard as Auditor for another year until the next annual general meeting of shareholders.»

Traduction libre

«L'Assemblée Générale décide de renommer comme administrateurs jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Statutaire: Michel Jadot, Priveq S.A. représentée par Mr. Frank van Bellingen, Mr. Jozef Adriaens et Mr. Freddy Bracke. L'Assemblée Générale décide aussi de renommer elect Ms. Marie-Reine Bernard, comme commissaire aux comptes jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Statutaire.»

Pour extrait conforme
Michel Jadot / Jozef Adriaens
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2015122842/20.

(150132869) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2015.

Diol, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 8, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 189.933.

—
Par la présente, vous voudrez prendre acte de ma démission en ma qualité de gérante de la société Diol Sàrl inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B189933.

Cette démission prend effet au 1^{er} juin 2015.

Luxembourg, le 1^{er} juin 2015.

Sandrine OLIVE.

Référence de publication: 2015122965/11.

(150134054) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2015.

PGi Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 2.020.000,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 182.430.

EXTRAIT

—
Les noms et prénoms de l'un des membres du Conseil de gérance de la Société (Madame Léonard Scott ASKINS) ont été modifiés. En effet il y a dorénavant lieu de lire Madame Leslie Scott ASKINS.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 22 juillet 2015.

Référence de publication: 2015123410/13.

(150132720) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2015.

FEELING Formation & Coaching, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-8069 Strassen, 30, rue de l'Industrie.
R.C.S. Luxembourg B 173.874.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015123061/10.

(150133625) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2015.

Frescobaldi S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 123.848.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 22 juillet 2015.
Référence de publication: 2015123054/10.
(150133612) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2015.

BR Europe Parallel (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 114.150.

Extrait des résolutions de l'associé unique prises en date du 30 juin 2015

L'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- de renouveler le mandat de PricewaterhouseCoopers, ayant son adresse postale au 2, rue Gerhard Mercator, L - 2182 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, en tant que comme réviseur d'entreprise jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 21 juillet 2015.

Référence de publication: 2015122832/15.

(150132707) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2015.

Full Moon Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 129.054.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Full Moon Invest S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2015123055/11.

(150133399) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2015.

PGi Worldwide S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 173.065.

EXTRAIT

Les noms et prénoms du gérant A ont été modifiés de sorte qu'il y a dorénavant lieu de lire Madame Leslie Scott ASKINS au lieu de Madame Léonard Scott ASKINS.

Par conséquent, la composition du Conseil de gérance est donc la suivante:

- Monsieur David E. Trine, gérant A;
- Madame Leslie Scott Askins, gérant A;
- Madame Agnes Csorgo, gérant B;
- Madame Inna Hörner, gérant B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 22 juillet 2015.

Référence de publication: 2015123411/18.

(150132717) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2015.

Froeggen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1142 Luxembourg, 5, rue Pierre d'Aspelt.
R.C.S. Luxembourg B 109.589.

—
Extrait des résolutions de l'Actionnaire unique de Froeggen SA, en date du 18 mai 2015:

Il a été décidé ce qui suit:

- L'Actionnaire unique décide de renouveler le mandat du Réviseur d'entreprises agréé PricewaterhouseCoopers Société Coopérative pour une durée d'un an qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale annuelle de 2016 statuant sur les comptes de l'exercice de 2015.

Pour extrait certifié conforme

Mandataire

Référence de publication: 2015123078/14.

(150132881) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2015.

Galanthus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1475 Luxembourg, 37, rue du Saint Esprit.
R.C.S. Luxembourg B 135.351.

—
Il résulte d'une assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société du 24 juin 2015 que:

- Le mandat de commissaire aux comptes de Monsieur Nicolas Albert Alexis Gasztonyi n'a pas été renouvelé.

- Mademoiselle Emmanuelle Roemers, née le 21 juin 1988 à Verviers, Belgique, résidant au 289, rue de l'Or, 6717 Attert (Nothomb), Belgique, a été nommée commissaire aux comptes avec effet immédiat et jusqu'à la tenue de l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes clos en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 21 juillet 2015.

Référence de publication: 2015123096/14.

(150132575) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2015.

Three-Sixty S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 109.840.

—
Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juillet 2015.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015123563/12.

(150133590) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2015.

Samson International Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.
R.C.S. Luxembourg B 57.151.

—
AUSZUG

Es erhellt aus dem Protokoll des Verwaltungsrates vom 29. Juni 2015, daß Herr Tom FELGEN, Rechtsanwalt, geboren in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg), am 14. Dezember 1971, mit Berufsanschrift in L-1720 Luxembourg, 6, rue Heine, zum Delegierten des Verwaltungsrates zur täglichen Geschäftsführung („Administrateur Délégué) ernannt wird. Sein Mandat endet bei der jährlichen Hauptversammlung, die im Jahre 2020 stattfinden wird.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juillet 2015.

Référence de publication: 2015123490/14.

(150133146) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2015.

Sterling Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 104.775.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par le conseil d'administration de la Société en date du 11 juin 2015 que:

- Monsieur Richard Perris a démissionné de son mandat d'administrateur de la Société avec effet le 10 octobre 2014.
- Monsieur François Pfister, né le 25 octobre 1961 à Uccle (Belgique), demeurant professionnellement au 2-4 Rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg (Grand Duché de Luxembourg) a été nommé administrateur en remplacement de Monsieur Stefan Oostvogels, administrateur démissionnaire.

Cette cooptation sera soumise à ratification lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 17 juin 2015.

Pour la société

Signature

Un administrateur

Référence de publication: 2015123483/20.

(150133256) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2015.

Specialized Lux. Investments S.A., SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler.

R.C.S. Luxembourg B 132.968.

Die Bilanz zum 31. März 2013 und die Gewinn- und Verlustrechnung für das am 31. März 2013 abgelaufene Geschäftsjahr wurden beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Für Specialized Lux. Investments S.A., SICAV-FIS

Die Verwaltungsgesellschaft:

Axxion S.A.

Référence de publication: 2015123478/15.

(150132918) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2015.

Shady International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 95.864.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015123503/10.

(150133548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2015.

Everest Real Estate Development, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 125.188.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015123977/9.

(150134702) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

Euro Investment 2000 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11, avenue de la Porte Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 98.566.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015123968/10.

(150134729) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

Euroengineering S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7243 Bereldange, 22-24, rue du X Octobre.
R.C.S. Luxembourg B 69.326.

Monsieur Thierry OBRINGER, associé et gérant administratif, est désormais domicilié 29, rue de la Libération à L-4210 Esch-sur-Alzette.

Référence de publication: 2015123969/9.

(150134738) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

Eurel International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11, avenue de la Porte Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 41.729.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015123967/10.

(150133752) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

Ferrosan Medical Devices Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: DKK 3.693.240,00.**

Siège social: L-1748 Findel, 7, rue Lou Hemmer.
R.C.S. Luxembourg B 158.675.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juillet 2015.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015123986/13.

(150134078) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

Fundsquare S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 35A, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 177.901.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juillet 2015.

MAURICE BAUER

Secrétaire Général

Référence de publication: 2015123990/12.

(150134869) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

Fitness First Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 170.407.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Octobre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 juillet 2015.

Fitness First Luxembourg S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2015123987/13.

(150134617) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

Fourteen Phacelia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 25.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 188.027.

Les comptes annuels pour la période du 20 mai 2014 (date de constitution) au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 juillet 2015.

Référence de publication: 2015123989/11.

(150134540) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

FCWI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 26.011,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 152.074.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juillet 2015.

Carsten SÖNS

Mandataire

Référence de publication: 2015123996/12.

(150133970) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

Fiduciaire Principale, Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 15, rue Jean-Pierre Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 57.661.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015124003/9.

(150134569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

FBS Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9391 Reisdorf, 29, rue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 176.870.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015123995/9.

(150134867) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

Ferro Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11, avenue de la Porte Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 149.482.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015123997/10.

(150133753) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

Faminvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 34.451.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 juillet 2015.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2015123994/12.

(150134486) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

Financière Les Oliviers S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8041 Strassen, 80, rue des Romains.
R.C.S. Luxembourg B 144.757.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015124010/9.

(150134557) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

Figaro S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 38, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 144.439.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2015124007/13.

(150134429) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

Finaires, Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 3-5, rue d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 137.991.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23.07.15.

Référence de publication: 2015124011/10.

(150134584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

Finares, Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 3-5, rue d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 137.991.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23.07.15.

Référence de publication: 2015124012/10.

(150134664) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

Fiducial Financière de Luxembourg S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1952 Luxembourg, 1-7, rue Nina et Julien Lefèvre.
R.C.S. Luxembourg B 28.505.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître André-Jean-Joseph SCHWACHTGEN, notaire de résidence à LUXEMBOURG, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 09 août 1988, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 274 du 14 octobre 1988.

Les comptes annuels de la Société au 30 septembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Le Conseil d'administration

Référence de publication: 2015124004/15.

(150134604) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

Fiduciaire Muller & Associés S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 53.311.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 juillet 2015.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015124002/12.

(150134488) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

FFS 5 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 172.759.

Extrait des décisions prises par l'associé unique en date du 22 juillet 2015

1. M. Jean-Christophe DAUPHIN a démissionné de son mandat de gérant.
2. M. Douwe TERPSTRA, administrateur de sociétés, né le 31 octobre 1958 à Leeuwarden (Pays-Bas), demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant, pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 23 juillet 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour FFS 5 S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015123998/17.

(150133928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

**BeProcurement S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. BeProcurement S.A.).**

Siège social: L-1543 Luxembourg, 45, boulevard Pierre Frieden.
R.C.S. Luxembourg B 75.313.

—
In the year two thousand and fifteen, on the ninth day of July at 2:30 P.M. CET.

Before the undersigned Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of “BeProcurement S.A.”, a public company limited by shares (société anonyme) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 45, boulevard Pierre Frieden, L-1543 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a notarial deed on 10 April 2000, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 370 of 23 May 2000, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 75313 (the “Company”). The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, on 26 September 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 3401 of 14 November 2014.

The meeting is declared open with Mr. Owen Rowlands, with professional address in Luxembourg, in the chair, who appointed as secretary Ms. Marianne Zwobada, with professional address in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mr. Louis-Foulques Servajean-Hilst, with professional address in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted the chairman declared and requested the notary to record:

(i) that the agenda of the meeting is as follows:

Agenda

1. Conversion of the Company from a Luxembourg public company limited by shares (société anonyme) into a private limited liability company (société à responsabilité limitée);
2. Change of the name of the Company from BeProcurement S.A. into BeProcurement S.à r.l.;
3. Change of the corporate purpose of the Company which shall henceforth read as follows:

“ **Art. 4.**

4.1. The Company may act as a procurement company for itself and/or the companies of the group to which it belongs as well as the companies affiliated or associated with it or the group or one or more companies of such group and to companies and entities it deems fit. In carrying out its procurement activities, the Company may inter alia and without limitation purchase or sell or lease any type of materials and services including but not limited to IT services, IT hardware and software, property services (facilities management, capital projects, property leasing) and corporate services (advisory, consultancy and legal services) and/or acquire, apply for, register or otherwise protect prolong and renew patents, licences, copyrights and industrial property and technology of whatsoever kind or nature.

4.2. The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other entities or enterprises, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities or rights of any kind including interests in partnerships, and the holding, acquisition, disposal, investment in any manner (in), development, licensing or sub licensing of, any patents or other intellectual property rights of any nature or origin as well as the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

4.3. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorization.

4.4. In a general fashion it may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs or any entity as the Company may deem fit (including up-stream or cross stream), take any controlling, management, administrative and/or supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

4.5. The Company may perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purpose.”;

4. Redesignation of ten thousand (10,000) shares (actions) into ten thousand (10,000) shares (parts sociales);
5. Amendment and full restatement of the Company's articles of association;
6. Acknowledgment and acceptance of the resignation of the current directors of the Company;
7. Appointment of Ms. Birgit Höfer and Mr. Dieter Nägele as managers of the Company; and

8. Confirmation of the appointment of PricewaterhouseCoopers as independent auditor of the Company.

(ii) that the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities. The proxies of the represented shareholders, initialled *ne varietur* by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

(iii) that the whole corporate capital represented by registered shares being present or represented at the present meeting and the shareholders present or represented declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

(iv) That the present meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting of shareholders, after deliberation, took unanimously the following resolutions:

First resolution

The general meeting of shareholders resolves to convert the Company from its original form of a public company limited by shares (*société anonyme*) into the form of a Luxembourg private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), in accordance with article 3 paragraph 5 of the law of 10 August 1915 governing commercial companies, as amended (the “Law”).

The general meeting resolves further that from an accounting and tax perspective, this conversion will be considered as effective on the date hereof.

Second resolution

The general meeting of shareholders resolves to change the name of the Company from BeProcurement S.A. into BeProcurement S.à r.l..

Third resolution

The general meeting of shareholders resolves to change the corporate purpose of the Company which shall henceforth read as follows:

“ **Art. 4.**

4.1. The Company may act as a procurement company for itself and/or the companies of the group to which it belongs as well as the companies affiliated or associated with it or the group or one or more companies of such group and to companies and entities it deems fit. In carrying out its procurement activities, the Company may *inter alia* and without limitation purchase or sell or lease any type of materials and services including but not limited to IT services, IT hardware and software, property services (facilities management, capital projects, property leasing) and corporate services (advisory, consultancy and legal services) and/or acquire, apply for, register or otherwise protect prolong and renew patents, licenses, copyrights and industrial property and technology of whatsoever kind or nature.

4.2. The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other entities or enterprises, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities or rights of any kind including interests in partnerships, and the holding, acquisition, disposal, investment in any manner (in), development, licensing or sub licensing of, any patents or other intellectual property rights of any nature or origin as well as the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

4.3. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorization.

4.4. In a general fashion it may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs or any entity as the Company may deem fit (including up-stream or cross stream), take any controlling, management, administrative and/or supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

4.5. The Company may perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purpose.”

Fourth resolution

The general meeting of shareholders resolves to redesign ten thousand (10,000) shares (actions) representing the entire share capital of thirty-one thousand sixteen Euro (EUR 31,016.-) into ten thousand (10,000) shares (parts sociales),

in order that RTL Group S.A., having its registered office in L-1543 Luxembourg, 45, boulevard Pierre Frieden (R.C.S. Luxembourg B 10807) holds one thousand (1,000) class A shares (parts sociales de classe A) and Bertelsmann Luxembourg

S.à r.l., having its registered office in L-1543 Luxembourg, 45, boulevard Pierre Frieden (R.C.S. Luxembourg B 187218) holds nine thousand (9,000) class B shares (parts sociales de classe B).

Fifth resolution

The general meeting of shareholders resolves to amend and fully restate the Company's articles of incorporation which shall henceforth read as follows:

Name - Registered Office - Duration - Object - Capital

Art. 1. There exists a Luxembourg private limited liability company ("société à responsabilité limitée") under the name of "BeProcurement S.à r.l." (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association.

Art. 2. The registered office is in Luxembourg-City.

The Company may establish branches, subsidiaries, agencies or administrative offices in the Grand-Duchy of Luxembourg as well as in foreign countries by a simple decision of the board of managers.

Without any prejudice of the general rules of law governing the termination of contracts, in case the registered office of the Company has been determined by contract with third parties, the registered offices may be transferred to any other place within the municipality of the registered office, by a simple decision of the board of managers. The registered office may be transferred to any other municipality of the Grand-Duchy of Luxembourg by a decision of the shareholders' meeting.

If extraordinary events of a political, economic or social character, likely to impair normal activity at the registered office or the easy communication between that office and foreign countries shall occur, or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measure shall, however, have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the provisional transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

One of the executive organs of the Company, which has powers to commit the Company for acts of daily management, shall make this declaration of transfer of the registered office and inform third parties.

Art. 3. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4.

4.1. The Company may act as a procurement company for itself and/or the companies of the group to which it belongs as well as the companies affiliated or associated with it or the group or one or more companies of such group and to companies and entities it deems fit. In carrying out its procurement activities, the Company may inter alia and without limitation purchase or sell or lease any type of materials and services including but not limited to IT services, IT hardware and software, property services (facilities management, capital projects, property leasing) and corporate services (advisory, consultancy and legal services) and/or acquire, apply for, register or otherwise protect prolong and renew patents, licences, copyrights and industrial property and technology of whatsoever kind or nature.

4.2. The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other entities or enterprises, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities or rights of any kind including interests in partnerships, and the holding, acquisition, disposal, investment in any manner (in), development, licensing or sub licensing of, any patents or other intellectual property rights of any nature or origin as well as the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

4.3. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorization.

4.4. In a general fashion it may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs or any entity as the Company may deem fit (including up-stream or cross stream), take any controlling, management, administrative and/or supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

4.5. The Company may perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 5. The subscribed capital of the Company is fixed at thirty-one thousand sixteen euro (31,016.- EUR) divided into ten thousand (10,000) shares without par value, split into two classes of shares (A and B) i.e. one thousand (1,000) class A shares and nine thousand (9,000) class B shares. The class A shares represents ten percent (10%) of the paid-in share capital plus ten percent (10%) of the existing reserves (legal and premium). The class B shares represents ninety percent (90%) of the paid-in share capital plus ninety percent (90%) of the existing reserves (legal and premium). The shares are in registered form.

The Company may, to the extent and under the terms permitted by law, redeem its own shares.

The subscribed capital of the Company may be increased or reduced by a decision of the general meeting of shareholders voting with the same quorum as for the amendment of the articles of association.

Board of managers and statutory auditors

Art. 6. The Company shall be managed by one or several managers, shareholders or not, who are elected for a term which may not exceed six years by the general meeting of shareholders and who can be dismissed at any time, with or without any cause, by the general meeting.

If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term “sole manager” is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the “board of managers” used in these articles of association is to be construed as a reference to the “sole manager”.

If the post of a manager elected by the general meeting becomes vacant, the remaining managers thus elected, may provisionally fill the vacancy. In this case, the next general meeting will proceed to the final election.

Art. 7. The board of managers chooses among its members a chairman. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by one of the managers present at the meeting designated to that effect by the board.

The meetings of the board of managers are convened by the chairman or by any two managers.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

The board can only validly debate and take decisions if the majority of its members is present or represented, proxies between managers being permitted.

The managers may cast their vote on the points of the agenda by letter, e-mail or telefax, confirmed by letter.

Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. Participation in a meeting by these means is equivalent to participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

Written resolutions approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions voted at the managers' meetings.

Art. 8. Decisions of the board are taken with a simple majority of the managers present or represented. The chairman, if any, shall not have a casting vote.

Art. 9. The minutes of the meetings of the board of managers shall be signed by all the managers having assisted at the debates.

Copies or extracts shall be certified conform by one manager or by a proxy.

Art. 10. The board of managers is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest. All powers not expressly reserved to the general shareholders' meeting by the law or by the present articles of association of the Company, fall within the competence of the board of managers.

Art. 11. The board of managers may delegate all or part of its powers concerning the daily management to members of the board or to third persons who need not be shareholders of the Company.

Art. 12. Towards third parties, the Company is in all circumstances committed either by the joint signature of two managers or by the signature of the delegate to the daily management.

In case the board of managers is composed of one (1) member only, the Company will be bound by the signature of the sole manager.

Art. 13. In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the Company is supervised by one or several statutory auditors, shareholders or not, who are appointed by the general meeting, which determines their number and their remuneration.

The term of the mandate of the statutory auditor(s) is fixed by the general meeting of shareholders for a period not exceeding six years.

A statutory auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

General meeting

Art. 14. The general meeting represents the whole body of shareholders. It has the most extensive powers to carry out or ratify such acts as may concern the Company. The convening notices are made in the form and delays prescribed by law.

The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

Art. 15. In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, at least one general meeting of shareholders shall be held within six (6) months of the end of each financial year in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice of such meeting.

Art. 16. The managers or the auditor(s) may convene an extraordinary general meeting. It must be convened at the written request of shareholders representing at least one tenth (1/10th) of the Company's share capital.

Meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting. If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication. Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting are passed by the shareholders present or represented holding more than half of the share capital. If this majority is not reached in a first meeting or proposed written resolution, the shareholders may be convened a second time with the same agenda or receive such proposed written resolution a second time by registered letter, decisions are validly adopted in so far as they are adopted by a majority of the votes validly cast whichever is the fraction of the share capital represented.

For all amendments to the articles of association, resolutions to be valid, must be adopted by a vote representing a majority of the shareholders representing in the aggregate at least three quarters of the share capital. In addition, amendments to Article 5 and Article 20 of the articles of association require the approval by a simple majority in each of the shareholder classes.

The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the "general meeting of shareholders" shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 17. Each share entitles to the casting of one vote. The Company will recognize only one holder for each share; in case a share is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as sole owner in relation to the Company.

Business year - Distribution of profits

Art. 18. The business year begins on January 1st and ends on December 31st of each year.

The board of managers draws up the annual accounts according to the legal requirements.

Art. 19. At least five percent of the net profit for the financial year have to be allocated to the legal reserve fund. Such contribution will cease to be compulsory when the reserve fund reaches ten percent of the share capital of the Company.

The remaining balance of the net profit is at the disposal of the general meeting.

In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten percent of the share capital of the Company.

Advances on dividends may be paid by the board of managers in compliance with the legal requirements.

The general meeting can decide to assign profits and distributable reserves to the amortization of the capital, without reducing the share capital.

Art. 20. Each share entitles its holder to the same proportion in distributions to the shareholders, except that for so long as the Company has existing tax losses carried forward that are permitted by law (from time to time) to be off-set against corporate and trade tax (including for the avoidance of doubt corporate income tax and municipal business tax) otherwise due, the holders of class A shares shall be entitled to a cumulative preferred dividend equal to 50% of the amount of corporate and trade tax (including for the avoidance of doubt corporate income tax and municipal business tax) that would

have been otherwise incurred by the Company in the absence of existing tax losses carried forward of the Company and excluding tax consolidation with holder(s) of class B shares.

Dissolution - Liquidation

Art. 21. The Company may be dissolved by a decision of the general meeting voting with the same quorum as for the amendment of the articles of association.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, legal or physical persons, appointed by the general meeting, deciding such dissolution, which will specify their powers and remunerations. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realization of the assets and payment of the liabilities of the Company.

General dispositions

Art. 22. The Law as subsequently amended shall apply in so far as these articles of association do not provide for the contrary.

Sixth resolution

The general meeting of shareholders acknowledges and accepts the resignations of Mr. Guillaume de Posch, Mr. Elmar Heggen, Mr. Alexander Glatz and Mr. Francesco Costadura as members of the board of directors of the Company with effect as of the date hereof.

Seventh resolution

The general meeting of shareholders resolves to appoint the following persons as managers of the Company with immediate effect and for a six (6) year period:

a) Ms. Birgit Höfer, born on 9 February 1965 in Wissen, Germany, professionally residing at 45, boulevard Pierre Frieden, L-1543 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

b) Mr. Dieter Nägele, born on 2 December 1962 in Lörrach, Germany, professionally residing at Carl-Bertelsmann-Straße 270, 33311 Gütersloh, Germany.

Eighth resolution

The general meeting of shareholders resolves to confirm the appointment of PricewaterhouseCoopers, a cooperative company (société coopérative) incorporated and existing under the Luxembourg law, having its registered office at 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 65477 as independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Company, with effect as of the date hereof and until the date of the annual general meeting of the shareholders of the Company to be held in 2016.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately EUR 3,500.-

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French translation. On express request of the same appearing person, and in case any divergences would arise between the French and the English text, the English text will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by surname, name and residence, said person signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française de ce qui précède

L'an deux mille quinze, le neuf juillet, à 14h30

Par-devant nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de «BeProcurement S.A.», une société anonyme existant selon les lois luxembourgeoises, ayant son siège social au 45, boulevard Pierre Frieden, L -1543 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, constitué selon un acte notarié reçu le 10 avril 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 370 le 23 mai 2000, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 75313 (la «Société»). Les statuts ont été modifiés la dernière fois suivant acte reçu par Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg en date du 26 septembre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 3401 le 14 novembre 2014.

L'assemblée a été ouverte sous la présidence de Monsieur Owen Rowlands, résidant professionnellement à Luxembourg, qui a désigné comme secrétaire Mademoiselle Marianne Zwobada, résidant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée a élu comme scrutateur Monsieur Louis-Foulques Servajean-Hilst, résidant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée ayant ainsi été constitué, le président a déclaré et prié le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

(i) L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Agenda

1. Conversion de la Société de société anonyme luxembourgeoise à société à responsabilité limitée;
2. Changement de la dénomination de la Société de BeProcurement S.A. à BeProcurement S.à r.l.;
3. Modification de l'objet social de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« Art. 4.

4.1. La Société peut agir en qualité d'entreprise d'approvisionnement pour elle-même et I ou pour des sociétés du groupe dont elle fait partie. Dans le cadre de ses activités d'approvisionnement, la Société peut notamment et sans limitation, acquérir et vendre tous types de matériaux et de services, y compris mais sans limitation, des services TI, des équipements informatiques et des logiciels, des services immobiliers (gestion de bâtiments, projets d'investissements, leasing immobilier) et des services d'entreprise (services de conseil et de consultation, services juridiques) et/ou acquérir, demander, enregistrer ou protéger d'une autre manière et renouveler tous brevets, licences, droits d'auteur, droits de propriété industrielle et technologies, de quelque type ou nature que ce soit.

4.2. La Société a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ou dans toutes autres entités ou entreprises, l'acquisition par voie d'achat, de souscription, ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par voie de vente, d'échange ou de toute autre manière, de titres, d'obligations, de créances, de billets à ordre et d'autres valeurs mobilières ou droits de toute sorte, y compris des intérêts dans des sociétés de personnes, ainsi que la détention, l'acquisition, la cession, l'investissement de quelque manière que ce soit, (dans) le développement, l'octroi de licences ou de sous-licences de tous brevets ou autres droits de propriété intellectuelle, de toute nature ou origine, ainsi que la propriété, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société peut exercer ses activités par l'intermédiaire de succursales à Luxembourg ou à l'étranger.

4.3. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement prive, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres de créance et de participation de toute nature. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu au préalable l'autorisation requise.

4.4. D'une manière générale, elle peut prêter assistance (que ce soit par des prêts, avances, garanties ou titres ou autrement) à des sociétés ou toutes autres entreprises dans lesquelles la Société détient un intérêt ou qui font partie du groupe de sociétés auquel elle appartient ou à toute autre entreprise que la Société juge appropriée (y compris, en amont et en transversal), prendre toute mesure de contrôle, de gestion, administrative et/ou de surveillance et effectuer toute opération qu'elle juge utile dans l'accomplissement et le développement de ses objets.

4.5. Finalement, la Société peut effectuer toutes opérations commerciales, techniques, financières ou autres, liées directement ou indirectement, dans tous les domaines, afin de faciliter la réalisation de son objet.»

4. Changement de désignation de dix mille (10.000) actions en dix mille (10.000) parts sociales;
5. Modification et refonte complète des statuts de la Société;
6. Reconnaissance et acceptation de la démission des administrateurs actuels de la Société;
7. Nomination de Madame Birgit Höfer et de Monsieur Dieter Nägele en tant que gérants de la Société; et
8. Confirmation de la nomination de PricewaterhouseCoopers en tant que réviseur d'entreprises agréé de la société.

(ii) Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, le bureau de l'assemblée et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement. Les procurations, paraphées ne varientur par les comparantes et par le notaire, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités d'enregistrement.

(iii) L'intégralité du capital social de la Société, représenté par des actions nominatives, est dûment représentée à la présente assemblée et les actionnaires présents ou représentés déclarent avoir pris au préalable connaissance de l'ordre du jour de cette assemblée, aucune convocation n'était nécessaire.

(iv) La présente assemblée, représentant l'intégralité du capital social de la société, est dès lors régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points portés à l'ordre du jour.

Alors l'assemblée générale des actionnaires, après délibérations, a unanimement adopté les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générales des actionnaires décide de convertir la Société anciennement constituée sous la forme d'une société anonyme en une société à responsabilité limité Luxembourgeoise, conformément à l'article 3 paragraphe 5 de la loi du 10 août 1915 régissant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»).

L'assemblée générale décide de plus que d'un point de vue comptable et fiscal, cette conversion sera considérée effective à la date de la présente décision.

Deuxième résolution

L'assemblée générale des associés décide de changer la dénomination sociale de la Société de BeProcurement S.A. à BeProcurement S.à r.l.

Troisième résolution

L'assemblée générale des associés décide de modifier l'objet social de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« Art. 4.

4.1. La Société peut agir en qualité d'entreprise d'approvisionnement pour elle-même et I ou pour des sociétés du groupe dont elle fait partie. Dans le cadre de ses activités d'approvisionnement, la Société peut notamment et sans limitation, acquérir et vendre tous types de matériaux et de services, y compris mais sans limitation, des services TI, des équipements informatiques et des logiciels, des services immobiliers (gestion de bâtiments, projets d'investissements, leasing immobilier) et des services d'entreprise (services de conseil et de consultation, services juridiques) et/ou acquérir, demander, enregistrer ou protéger d'une autre manière et renouveler tous brevets, licences, droits d'auteur, droits de propriété industrielle et technologies, de quelque type ou nature que ce soit.

4.2. La Société a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ou dans toutes autres entités ou entreprises, l'acquisition par voie d'achat, de souscription, ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par voie de vente, d'échange ou de toute autre manière, de titres, d'obligations, de créances, de billets à ordre et d'autres valeurs mobilières ou droits de toute sorte, y compris des intérêts dans des sociétés de personnes, ainsi que la détention, l'acquisition, la cession, l'investissement de quelque manière que ce soit, (dans) le développement, l'octroi de licences ou de sous-licences de tous brevets ou autres droits de propriété intellectuelle, de toute nature ou origine, ainsi que la propriété, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société peut exercer ses activités par l'intermédiaire de succursales à Luxembourg ou à l'étranger.

4.3. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement prive, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres de créance et de participation de toute nature. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu au préalable l'autorisation requise.

4.4. D'une manière générale, elle peut prêter assistance (que ce soit par des prêts, avances, garanties ou titres ou autrement) à des sociétés ou toutes autres entreprises dans lesquelles la Société détient un intérêt ou qui font partie du groupe de sociétés auquel elle appartient ou à toute autre entreprise que la Société juge appropriée (y compris, en amont et en transversal), prendre toute mesure de contrôle, de gestion, administrative et/ou de surveillance et effectuer toute opération qu'elle juge utile dans l'accomplissement et le développement de ses objets.

4.5. Finalement, la Société peut effectuer toutes opérations commerciales, techniques, financières ou autres, liées directement ou indirectement, dans tous les domaines, afin de faciliter la réalisation de son objet.»

Quatrième résolution

L'assemblée générale des associés décide de changer la désignation de dix mille (10.000) actions représentant l'intégralité du capital social de trente et un mille seize Euros (EUR 31.016,-) en dix mille (10.000) parts sociales,

afin que RTL Group S.A., ayant son siège social à L-1543 Luxembourg, 45, boulevard Pierre Frieden, (R.C.S. Luxembourg B10807), détienne mille (1.000) parts sociales de classe A et Bertelsmann Luxembourg S.à r.l., ayant son siège social à L-1543 Luxembourg, 45, boulevard Pierre Frieden, (R.C.S. Luxembourg B187218), détienne neuf mille (9.000) parts sociales de classe B.

Cinquième résolution

L'assemblée générale des associés décide de modifier et de refondre entièrement les statuts de la Société qui se liront désormais comme suit:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il existe une société à responsabilité limitée luxembourgeoise sous la dénomination de «BeProcurement S.à r.l.» (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. Le siège de la Société est établi à Luxembourg-Ville.

Par simple décision du conseil de gérance, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand- Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la Société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la Société pourra être transféré sur simple décision du conseil de gérance à tout

autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la Société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La Société est établie pour une durée illimitée.

Art. 4.

4.1. La Société peut agir en qualité d'entreprise d'approvisionnement pour elle-même et I ou pour des sociétés du groupe dont elle fait partie. Dans le cadre de ses activités d'approvisionnement, la Société peut notamment et sans limitation, acquérir et vendre tous types de matériaux et de services, y compris mais sans limitation, des services TI, des équipements informatiques et des logiciels, des services immobiliers (gestion de bâtiments, projets d'investissements, leasing immobilier) et des services d'entreprise (services de conseil et de consultation, services juridiques) et/ou acquérir, demander, enregistrer ou protéger d'une autre manière et renouveler tous brevets, licences, droits d'auteur, droits de propriété industrielle et technologies, de quelque type ou nature que ce soit.

4.2. La Société a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ou dans toutes autres entités ou entreprises, l'acquisition par voie d'achat, de souscription, ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par voie de vente, d'échange ou de toute autre manière, de titres, d'obligations, de créances, de billets à ordre et d'autres valeurs mobilières ou droits de toute sorte, y compris des intérêts dans des sociétés de personnes, ainsi que la détention, l'acquisition, la cession, l'investissement de quelque manière que ce soit, (dans) le développement, l'octroi de licences ou de sous-licences de tous brevets ou autres droits de propriété intellectuelle, de toute nature ou origine, ainsi que la propriété, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société peut exercer ses activités par l'intermédiaire de succursales à Luxembourg ou à l'étranger.

4.3. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres de créance et de participation de toute nature. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu au préalable l'autorisation requise.

4.4. D'une manière générale, elle peut prêter assistance (que ce soit par des prêts, avances, garanties ou titres ou autrement) à des sociétés ou toutes autres entreprises dans lesquelles la Société détient un intérêt ou qui font partie du groupe de sociétés auquel elle appartient ou à toute autre entreprise que la Société juge appropriée (y compris, en amont et en transversal), prendre toute mesure de contrôle, de gestion, administrative et/ou de surveillance et effectuer toute opération qu'elle juge utile dans l'accomplissement et le développement de ses objets.

4.5. Finalement, la Société peut effectuer toutes opérations commerciales, techniques, financières ou autres, liées directement ou indirectement, dans tous les domaines, afin de faciliter la réalisation de son objet.

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à trente et un mille seize euros (EUR 31.016,-) divisé en dix mille (10.000) parts sociales sans désignation de valeur nominale, divisé en deux classes de parts sociales (A et B), c'est-à-dire mille (1.000) parts sociales de classe A et neuf mille (9.000) parts de classe B. Les parts sociales de classe A représentent dix pour cent (10%) du capital social versé plus dix pour cent (10%) des réserves existantes (légal et primes). Les parts sociales de classe B représentent quatre-vingt-dix pour cent (90%) du capital social versé plus quatre-vingt-dix pour cent (90%) des réserves existantes (légal et primes).

Les parts sociales sont nominatives.

La Société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres parts sociales.

Le capital souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des associés statuant comme en matière de modification des statuts.

Conseil de gérance et commissaires aux comptes

Art. 6. La Société peut être gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans par l'assemblée générale des associés et toujours révocables par elle, avec ou sans cause.

Lorsque la Société est gérée par un gérant unique, le cas échéant et lorsque le terme «gérant unique» n'est pas expressément mentionné dans ces statuts, toute référence au «conseil de gérance» dans ces statuts doit être entendue comme une référence au «gérant unique».

En cas de vacance d'une place de gérant nommé par l'assemblée générale, les gérants restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil de gérance élit parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, le gérant désigné à cet effet par les gérants présents, le remplace.

Le conseil de gérance se réunit sur convocation du président ou de deux gérants.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance doit être donné aux gérants au minimum vingt-quatre (24) heures à l'avance par rapport à l'heure fixée pour la réunion dans la convocation, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les motifs d'une telle urgence seront mentionnés dans la convocation. Une telle convocation peut être omise en cas d'accord écrit de chaque gérant, par télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Une copie d'un tel document signé constituera une preuve suffisante d'un tel accord. Aucune convocation préalable ne sera exigée pour un conseil de gérance dont le lieu et l'heure auront été déterminés par une décision adoptée lors d'un précédent conseil de gérance, communiquée à tous les membres du conseil de gérance.

Aucune convocation préalable ne sera requise dans l'hypothèse où tous les gérants seront présents ou représentés à un conseil de gérance et renonceraient aux formalités de convocation ou dans l'hypothèse de décisions écrites et approuvées par tous les membres du conseil de gérance.

Le président du conseil de gérance, le cas échéant, préside toutes les réunions du conseil de gérance. En son absence, le conseil de gérance peut nommer provisoirement un autre gérant comme président temporaire par un vote à la majorité des voix présentes ou représentées à la réunion.

Le conseil de gérance ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre gérants étant admis.

Les gérants peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, e-mail ou télécopie, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Les réunions du conseil de gérance peuvent également se tenir par téléconférence ou vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant à toutes les personnes y participant de s'entendre mutuellement sans discontinuité et garantissant une participation effective à cette réunion. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne et la réunion tenue par de tels moyens de communication est réputée s'être tenue au siège social de la Société.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance.

Art. 8. Toute décision du conseil est prise à la majorité simple des gérants présents ou représentés. Le président du conseil de gérance, le cas échéant, ne dispose pas d'un vote prépondérant.

Art. 9. Les procès-verbaux des séances du conseil de gérance sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un gérant ou par un mandataire.

Art. 10. Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale des associés.

Art. 11. Le conseil de gérance pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des gérants ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être associés de la Société.

Art. 12. Vis-à-vis des tiers, la Société est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux gérants ou par la signature du délégué à la gestion journalière.

Lorsque le conseil de gérance est composé d'un (1) seul gérant, la Société sera engagée par sa seule signature.

Art. 13. Dans l'hypothèse où la Société aurait plus de vingt-cinq (25) associés, la Société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, associés ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

Un commissaire pourra être révoqué à tout moment, sans préavis et sans motif, par l'assemblée générale des associés.

Si les associés de la Société désignent un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés conformément à l'article 69 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, telle que modifiée, la fonction de commissaire sera supprimée.

Le réviseur d'entreprises agréé ne pourra être révoqué par l'assemblée générale des associés que pour juste motif ou avec son accord.

Assemblée générale

Art. 14. L'assemblée générale réunit tous les associés. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour effectuer ou ratifier les actes relatifs aux affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

La Société peut avoir un ou plusieurs associés, avec un maximum de quarante (40) associés.

Art. 15. Dans l'hypothèse où la Société aurait plus de vingt-cinq (25) associés, une assemblée générale des associés devra être tenue au minimum dans les six (6) mois suivant la fin de l'exercice social au Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit tel que précisé dans la convocation à cette assemblée générale.

Art. 16. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil de gérance ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée à la demande écrite des associés représentant le dixième du capital social.

Les assemblées générales d'associés pourront être tenues aux lieux et heures indiquées dans les convocations aux assemblées générales correspondantes. Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale des associés et renoncent aux formalités de convocation, l'assemblée pourra être tenue sans convocation ou publication préalable.

Sauf disposition contraire de la loi ou des présents statuts, les résolutions de l'assemblée générale sont adoptées par les associés présents ou représentés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première réunion ou consultation par écrit, les associés peuvent être convoqués ou consultés une seconde fois par lettres recommandées avec le même ordre du jour et les décisions sont valablement prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

Pour toutes modifications des statuts, les résolutions, pour être valables, doivent être adoptées par un vote représentant une majorité des associés représentant au total au moins trois quarts du capital social. De plus, la modification de l'Article 5 et de l'Article 20 de ces statuts nécessite l'approbation de la majorité simple des associés de chaque classe.

Les associés ne peuvent changer la nationalité de la Société qu'avec le consentement unanime des associés.

Dans l'hypothèse où, et tant que, la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) associés, des décisions collectives qui relèveraient d'ordinaire de la compétence de l'assemblée générale, pourront être valablement adoptées par voie de décisions écrites. Dans une telle hypothèse, chaque associé recevra le texte de ces résolutions ou des décisions à adopter expressément formulées et votera par écrit.

En cas d'associé unique, cet associé exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés en vertu des dispositions de la section XII de la Loi et des présents statuts. Dans cette hypothèse, toute référence faite à «l'assemblée générale des associés» devra être entendue comme une référence à l'associé unique selon le contexte et le cas échéant et les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés seront exercés par l'associé unique.

Art. 17. Chaque part sociale donne droit à une voix. La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par part sociale. Si une part sociale de la Société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y étant attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 18. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le conseil de gérance établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Art. 19. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé cinq pour cent au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent du capital social de la Société.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

En cas de réduction du capital social, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent du capital social.

Le conseil de gérance pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital social soit réduit.

Art. 20. Chaque part sociale donne droit à la même proportion dans les distributions faites aux associés, sauf qu'aussi longtemps que la Société a des pertes fiscales reportées qui sont déductibles de temps à autre de l'impôt sur les sociétés et des impôts commerciaux (comprenant, pour éviter toute ambiguïté, l'impôt sur le revenu des collectivités et l'impôt commercial communal) autrement dus, les détenteurs de parts sociales de catégorie A auront droit à un dividende privilégié cumulatif égal à 50% du montant de l'impôt sur les sociétés et des impôts commerciaux (comprenant, pour éviter toute ambiguïté, l'impôt sur le revenu des collectivités et l'impôt commercial communal) qui auraient autrement été dus par la Société en l'absence de pertes fiscales reportées et en excluant toute consolidation fiscale avec le(s) détenteur(s) de parts sociales de catégorie B.

Dissolution - Liquidation

Art. 21. La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée générale décidant de cette dissolution, qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération. Sauf disposition contraire, les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et du passif de la Société.

Disposition générale

Art. 22. La Loi et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Sixième résolution

L'assemblée générale des associés reconnaît et accepte la démission de M. Guillaume de Posch, M. Elmar Heggen, M. Alexander Glatz et de M. Francesco Costadura en tant que membres du conseil d'administration de la Société prenant effet à la date du présent acte.

Septième résolution

L'assemblée générale des associés décide de nommer les personnes suivantes en tant que gérants de la Société avec effet immédiat et pour une durée de six (6) ans:

- a) Madame Birgit Höfer, née le 9 février 1965 à Wissen, Allemagne, résidant professionnellement au 45, boulevard Pierre Frieden, L-1543 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et
- b) Monsieur Dieter Nägele, né le 2 décembre 1962 à Lörrach, Allemagne, résidant professionnellement au Carl-Bertelsmann-Straße 270, 33311 Gütersloh, Allemagne.

Huitième résolution

L'assemblée générale des associés décide de confirmer la nomination de PricewaterhouseCoopers, une société coopérative constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 65477, en tant que réviseur d'entreprises agréé de la Société, prenant effet à la date du présent acte et ce jusqu'à la date de l'assemblée générale des associés qui se tiendra en 2016.

Frais

Les dépenses, rémunérations, frais et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte sont estimés à environ EUR 3.500,-

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande des comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français. A la demande des mêmes comparantes et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

L'acte ayant été lu aux comparantes connues du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, lesdites comparantes ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: O. ROWLANDS, M. ZWOBADA, L.-F. SERVAJEAN-HILST et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 15 juillet 2015. Relation: 1LAC/2015/22173. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 23 juillet 2015.

Référence de publication: 2015123787/637.

(150134484) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

B. & M. S.à r.l./B.V., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 18.152,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 198.697.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the fifteenth day of June.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Makibali, a limited partnership under the laws of Belgium (société en commandite simple.) with registered office at Beho 109, B-6672 Beho/Gouvy, registered with the Tribunal de Commerce de Liège (Belgium) under number 0507.772.333,

duly represented by its sole director Martinus Marinus Bernardus BENIERS.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. Makibali is the sole shareholder (the Sole Shareholder) of B. & M. S.à r.l./B.V. (formerly known as B. & M. Beheer B.V.), a private company with limited liability (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid), with statutory seat in Uden, the Netherlands, and central administration and place of effective management at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, registered with the Dutch Trade Register under number 803731401 (the Company).

II. That by a resolution of the management board of the Company validly adopted on May 5th, 2015 and by a resolution of the Sole Shareholder adopted on June 11th, 2015, copies of which shall remain annexed to the present deed, the Company and its Sole Shareholder resolved to transfer its central place of administration from the Netherlands to the city of Luxembourg with immediate effect without the Company being dissolved but on the contrary with full corporate and legal continuance. All formalities required under the laws of the Netherlands to give effect to that resolution have been duly performed.

III. The agenda of the meeting is the following:

1. Transfer of the central place of administration of the Company from the Netherlands to the city of Luxembourg with immediate effect, without the Company being dissolved but on the contrary with full corporate and legal continuance;

2. Adoption by the Company of the legal form of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name B. & M. S.à r.l./B.V. and acceptance of the Luxembourg nationality arising from the transfer of the central place of administration of the Company to the city of Luxembourg;

3. Approval of the opening balance sheet of the Company;

4. Amendment and complete restatement of the Company's articles of association so as to conform them to the laws of Luxembourg, as a consequence of the Company's acceptance of the Luxembourg nationality as specified in item 2. above, with the Company having a share capital of eighteen thousand one hundred fifty-two euro (EUR 18,152) divided into four hundred (400) shares with a nominal value of forty-five euro and thirty-eight cents (EUR 45.38);

5. Appointment of one (1) member of the board of the Company for an unlimited duration and effective as of today; and

6. Establishment of the central place of administration of the Company at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

Thereupon, the appearing party, represented as stated here above, requested the undersigned notary to record that:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to transfer the central place of administration of the Company from the Netherlands to the city of Luxembourg with immediate effect, without the Company being dissolved but on the contrary with full corporate and legal continuance. The Sole Shareholder further declares that all formalities required under the laws of the Netherlands to give effect to such transfer have been duly performed.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves that the Company adopts the form of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name B. & M. S.à r.l./B.V., accepts the Luxembourg nationality and shall, as from the date of the present deed, be subject to the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

Third resolution

The Sole Shareholder approves the opening balance sheet of the Company dated June 15th, 2015 for accounting purposes, a copy of which shall remain attached to the present deed.

Fourth resolution

As a result of the foregoing resolutions, the Sole Shareholder resolves to amend and completely restate the articles of association of the Company (the Articles), having a share capital of eighteen thousand one hundred fifty-two euro (EUR 18,152) divided into four hundred (400) shares with a nominal value of forty-five euro and thirty-eight cents (EUR 45.38), so as to conform them to Luxembourg laws.

The restated Articles shall read as follows:

“I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is B. & M. S.à r.l./B.V. (the Company).

The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, and by the laws of the Netherlands, and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

1. The Company's registered office is established in Boekel, The Netherlands.

The Company's place of central administration and place of effective management is at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

Art. 3. Corporate object.

1. The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3. The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

Art. 4. Duration.

1. The Company is formed for an unlimited period.

2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

1. The share capital is set at eighteen thousand one hundred fifty-two euro (EUR 18,152), represented by four hundred (400) shares in registered form, having a nominal value of forty-five euro and thirty-eight eurocent (EUR 45.38) each.

2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

2. The shares are freely transferable between shareholders.

3. When the Company has a sole shareholder, the shares are freely transferable to third parties.

4. When the Company has more than one (1) shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by shareholders representing at least three-quarters (3/4e) of the share capital.

5. A share transfer shall only be binding on the Company or third parties following notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

6. A register of shareholders shall be kept at the Company's place of central administration and place of effective management and may be examined by any shareholder on request.

7. The Company may redeem its own shares, provided:

(i) it has sufficient distributable reserves for that purpose; or

(ii) the redemption results from a reduction in the Company's share capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and removal of managers.

1. The Company shall be managed by one (1) or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

2. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Board of managers. If several managers are appointed, they shall constitute the board of managers (the Board).

The shareholders may decide to appoint managers of two different classes, i.e. one (1) or several class A managers and one (1) or several class B managers.

1. Powers of the board of managers

a. All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

b. The Board may delegate special or limited powers to one (1) or more agents for specific matters.

2. Procedure

a. The Board shall meet at the request of one (1) manager, at the place indicated in the convening notice, which in principle shall be in Luxembourg.

b. Written notice of any Board meeting shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

c. No notice is required if all members of the board are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

d. A manager may grant to another manager a power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

e. The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented. Board resolution shall be validly adopted by a majority of the votes of the managers present or represented, provided that if the shareholders have appointed one (1) or several class A managers and one (1) or several class B managers, at least one (1) class A manager and one (1) class B manager votes in favour of the resolution. Board resolutions shall be recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.

f. Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

g. Circular resolutions signed by all the managers (Managers' Circular Resolutions) shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and shall bear the date of the last signature.

3. Representation

a. The Company is bound towards third parties in all matters by the sole signature of the Sole Manager of the Company, or in case more than one manager has been appointed, by the signature of any two (2) managers of the Company.

b. However, in case the General Meeting has appointed classes of managers, the Company will be duly represented by the joint signature of one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager.

c. The Company is also bound towards third parties by the signature of any person to whom special powers have been delegated. by the Board within the limit of these special powers..

Art. 9. Sole manager. If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board, the managers or any manager are to be read as references to the sole manager, as appropriate. The Company is bound towards third parties by the signature of the sole manager.

Art. 10. Liability of the managers. The managers shall not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 11. General meetings of shareholders and shareholders' written resolutions.

1. Powers and voting rights

a. Unless resolutions are taken in accordance with article 11.1.b., resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a General Meeting).

b. If the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), resolutions of the shareholders may be adopted in writing (Written Shareholders' Resolutions).

c. Each share entitles the holder to one (1) vote.

2. Notices, quorum, majority and voting procedures

a. The shareholders may be convened to General Meetings by the Board. The Board must convene a General Meeting following a request from shareholders representing more than one-tenth (1/10e) of the share capital.

b. Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and the circumstances of such shall be set out in the notice.

c. When resolutions are to be adopted in writing, the Board shall send the text of such resolutions to all the shareholders. The shareholders shall vote in writing and return their vote to the Company within the timeline fixed by the Board. Each manager shall be entitled to count the votes.

d. General Meetings shall be held at the time and place specified in the notices.

e. If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

f. A shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a shareholder), in order to be represented at any General Meeting.

g. Resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by shareholders owning more than one-half (1/2e) of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second General Meeting and the resolutions shall be adopted at the second General Meeting by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

h. The Articles may only be amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters (3/4e) of the share capital.

i. Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company shall require the unanimous consent of the shareholders.

j. Written Shareholders' Resolutions are passed with the quorum and majority requirements set forth above and shall bear the date of the last signature received prior to the expiry of the timeline fixed by the Board.

Art. 12. Sole shareholder. When the number of shareholders is reduced to one (1):

(i) the sole shareholder shall exercise all powers granted by the Law to the General Meeting;

(ii) any references in the Articles to the shareholders, the General Meeting or the Written Shareholders' Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the sole shareholder's resolutions, as appropriate; and

(iii) the resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and approval of annual accounts.

1. The financial year begins in the first (1) of January and ends on the thirty-first (31e) of December of each year.

2. Each year, the Board must prepare the balance sheet and profit and loss accounts, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts owed by its managers and shareholders to the Company.

3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

4. The balance sheet and profit and loss accounts must be approved in the following manner:

a. if the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), within six (6) months following the end of the relevant financial year either (a) at the annual General Meeting (if held) or (b) by way of Written Shareholders' Resolutions; or

b. if the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), at the annual General Meeting.

Art. 14. Auditors.

1. When so required by law, the Company's operations shall be supervised by one (1) or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The shareholders shall appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their office.

2. If the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), the Company's operations shall be supervised by one (1) or more commissaires (statutory auditors), unless the law requires the appointment of one (1) or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The commissaires are subject to re-appointment at the annual General Meeting. They may or may not be shareholders.

Art. 15. Allocation of profits.

1. Five percent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten percent (10%) of the share capital.

2. The shareholders shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

3. Interim dividends may be distributed at any time, subject to the following conditions:

(i) the Board must draw up interim accounts;

(ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the Legal Reserve;

(iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board must resolve to distribute the interim dividends; and

(iv) taking into account the assets of the Company, the rights of the Company's creditors must not be threatened by the distribution of an interim dividend.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the Board has the right to claim the reimbursement of dividends not corresponding to profits actually earned and the shareholders must immediately refund the excess to the Company if so required by the Board.

VI. Dissolution - Liquidation

1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters (3/4^e) of the share capital. The shareholders shall appoint one (1) or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and shall determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators shall have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

2. The surplus (if any) after the realisation of the assets and payment of the liabilities shall be distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

1. Notices and communications may be made or waived, Managers' Circular Resolutions and Written Shareholders Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, email or any other means of electronic communication.

2. Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures.

Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Written Shareholders' Resolutions, as the case may be, may appear on one (1) original or several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

4. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.”

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolves to appoint the following person as sole member of the board of the Company with effect as of today and for unlimited duration:

Mr Pieter VAN NUGTEREN, born in Meppel, the Netherlands on April 19th, 1966 residing professionally at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

Sixth resolution

The Sole Shareholder resolves to establish the central place of administration of the Company at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

Estimate of costs

The amount of expenses, costs, remunerations or charges of any form whatsoever which shall be borne by the Company or are charged to the Company as a result of this extraordinary general meeting is estimated at approximately four thousand five hundred euro (EUR 4,500).

Declaration

The undersigned notary, who speaks and reads English, states herewith that upon request of the appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version, and in case of any conflict in meaning between the English and the French text, the English version shall prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le quinze juin.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire domiciliée à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Makibali, une société en commandite simple (SCS) dont le siège social est sis au Beho 109, B-6672 Beho/Gouvy, immatriculée au Tribunal de Commerce de Liège (Belgique) sous le numéro 0507 772 333, dûment représentée par son gérant unique Monsieur Martinus Marinus Bernardus BENIERS.

La partie comparaisant ici, représentée comme indiqué ci-dessus, a demandé à la notaire soussignée de consigner ce qui suit:

I. Makibali est l'associé unique (l'Associé Unique) de B. & M. S.à r.l./B.V. (anciennement B. & M. Beheer B.V.), une société à responsabilité limitée (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid), dont le siège social est sis à Uden, Pays-Bas, et l'administration centrale et le centre de gestion principal au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, immatriculée au Registre des Sociétés des Pays-Bas sous le numéro 803731401 (la Société).

II. Par une résolution du Conseil de Gérance de la Société adoptée en bonne et due forme le 5 mai 2015 et par une résolution de l'Associé Unique adoptée le 11 juin 2015, dont des copies seront jointes au présent acte, la Société et son Associé Unique ont décidé de transférer son administration centrale des Pays-Bas vers la ville de Luxembourg avec effet immédiat sans dissolution de la Société mais, au contraire, de telle sorte qu'il existe une continuation sociale et juridique totale. Toutes les formalités imposées par le droit du Pays-Bas afin de donner effet à cette résolution ont été dûment remplies.

III. L'ordre du jour de l'assemblée générale est le suivant:

1. Le transfert de l'administration centrale de la Société des Pays-Bas vers la ville de Luxembourg avec effet immédiat sans dissolution de la Société mais, au contraire, de telle sorte qu'il existe une continuation sociale et juridique totale;

2. L'adoption de la forme juridique de société à responsabilité limitée par la Société sous le nom de B. & M. S.à r.l./B.V. et l'acceptation de la nationalité luxembourgeoise découlant du transfert de l'administration centrale de la Société vers la ville de Luxembourg;

3. L'approbation du bilan d'ouverture de la Société;

4. L'amendement et la mise à jour complète des statuts de la Société de manière à ce qu'ils soient conformes au droit du Luxembourg, du fait de l'acceptation, par la Société, de la nationalité luxembourgeoise tel que spécifié dans le point 2 ci-dessus, ainsi que la fixation du capital social de la société à dix-huit mille cent cinquante-deux euros (18.152.- EUR) divisé en quatre cents (400) parts sociales avec une valeur nominale de quarante-cinq euros et trente-huit cents (45,38 EUR);

5. La nomination effective ce jour d'un (1) membre du Conseil de Gérance de la Société pour une durée illimitée; et

6. L'établissement de l'administration centrale de la Société au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

De ce fait, la partie comparissant ici, représentée comme indiqué ci-dessus, a demandé à la notaire soussignée de consigner ce qui suit:

Première résolution

L'Associé Unique décide de transférer l'administration centrale de la Société des Pays-Bas vers la ville de Luxembourg avec effet immédiat sans dissolution de la Société mais, au contraire, de telle sorte qu'il existe une continuation sociale et juridique totale. L'Associé Unique déclare également que toutes les formalités imposées par le droit du Pays-Bas afin de donner effet à ce transfert ont été dûment remplies.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide que la Société adopte la forme juridique de société à responsabilité limitée sous le nom de B. & M. S.à r.l./B.V., accepte la nationalité luxembourgeoise et la soumet au droit du Grand-Duché de Luxembourg, à compter de la date du présent acte.

Troisième résolution

L'Associé Unique approuve le bilan d'ouverture de la Société en date du 15 juin 2015 pour des raisons comptables, dont une copie sera jointe au présent acte.

Quatrième résolution

Du fait des résolutions précédentes, l'Associé Unique décide d'amender et de totalement mettre à jour les statuts de la Société (les Statuts) ainsi que de fixer le capital social de la société à dix-huit mille cent cinquante-deux euros (18.152.- EUR) divisé en quatre cents (400) parts sociales avec valeur nominale quarante-cinq euros et trente-huit cents (45,38 EUR), de manière à ce qu'ils soient conformes au droit du Luxembourg.

Les Statuts mis à jour seront les suivants:

«I. Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Forme, Dénomination. La société adopte la dénomination de B. & M. S.à r.l./B.V. (la Société).

La société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, les lois du Pays-Bas, et par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège Social.

1. Le siège social de la Société est situé à Boekel, Pays-Bas.

Le principal lieu d'activités de la Société, le principal établissement, l'administration centrale et le lieu de gestion effective est à 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg

Le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la ville de Luxembourg par une décision des Gérants. Il peut être transféré à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg par décision des actionnaires, suivant les conditions nécessaires pour un changement de statuts.

2. Des succursales ou d'autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision des Gérants.

Art. 3. Objet.

1. La Société a pour objet l'acquisition de participations dans toute société et entreprise luxembourgeoise et/ou étrangère, ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations. La Société peut en particulier acquérir, par voie de souscription, achat et échange ou de tout autre manière, toute part sociale, action ou autre valeur mobilière participative, obligations, bons et autre valeur mobilière représentative de dette et de façon générale, toute valeur mobilière ou instrument financier émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut également investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou autre titres représentatifs de propriété intellectuelle de toute nature ou origine.

2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts. La Société peut prêter des fonds, y inclus sans limitation, le produit d'emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ou tout autre société. La Société peut également donner des sûretés ou gager, céder, grever ou de tout autre manière créer et accorder des garanties sur tout ou partie de son patrimoine pour garantir ses propres obligations et celles de tout autre société et, de façon générale, pour son propre bénéfice ou celui de toute autre société ou personne. Pour écarter tout doute, la Société ne pourra pas exercer d'activités relevant du secteur financier sans avoir obtenu d'autorisation préalable à cet effet.

3. La Société peut faire usage de techniques et instruments pour gérer ses investissements de façon efficace et se protéger contre les risques de crédit, de change et de taux d'intérêts et tout autre risque.

4. La Société peut réaliser toute opération financière, commerciale, industrielle, mobilière ou immobilière qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui favorisent son développement.

Art. 4. Durée.

1. La Société est constituée pour une durée illimitée.

2. La Société n'est pas dissoute par le décès, la suspension des droits civils, l'incapacité, l'insolvabilité, faillite ou tout autre évènement similaire affectant un ou plusieurs des associés.

II. Capital, Parts sociales

Art. 5. Capital Émis.

1. Le capital émis est établi à dix-huit mille cent cinquante-deux euros (18.152.- EUR), représenté par quatre cents (400) parts sociales d'une valeur nominale de quarante-cinq euros et trente-huit cents (45,38 EUR) chacune.

2. Le capital social peut être diminué ou augmenté une ou plusieurs fois par décision des actionnaires, suivant les conditions nécessaires pour un changement de statuts.

Art. 6. Parts Sociales.

1. Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la Société. Chaque part sociale donne droit à une voix.

2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

3. Lorsque la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci peut librement céder ses parts sociales.

4. Lorsque la Société compte plusieurs associés, les parts sociales sont librement cessibles entre eux et les parts sociales ne peuvent être cédées à des non-associés qu'avec l'autorisation des associés représentant au moins trois quart (3/4) du capital social.

5. La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après avoir été dûment notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du code civil luxembourgeois.

6. Un registre des actionnaires de la Société sera tenu au principal lieu d'activités de la Société, du principal établissement, de l'administration centrale et de gestion effective de la Société et pourra être examiné par chaque actionnaire.

7. La Société peut acquérir et détenir ses propres actions au condition que:

(i) elle a un montant suffisant de réserves distribuables à cet effet; ou

(ii) l'acquisition de ses propres actions résulte d'une diminution du capital social de la société.

III. Gérance - représentation

Art. 7. Nomination et démission des Gérants.

1. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants qui sont nommé par résolution des associés, qui décident également sur la durée du mandat. Les Gérants n'ont pas besoin d'être associés

2. Les Gérants peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés.

Art. 8. Conseil de Gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils formeront un conseil de gérance (le Conseil de Gérance).

Les associés pourront qualifier les gérants nommés de Gérants de catégorie A (les Gérants de Catégorie A) ou Gérants de catégorie B (les Gérants de Catégorie B).

1. Pouvoirs du Conseil de Gérance

a. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par les Statuts ou par les Lois aux associés relèvent de la compétence des Gérants.

Les Gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société.

b. Les Gérants peuvent déléguer des pouvoirs ou des mandats spéciaux à des personnes ou des comités de leur choix.

2. Procédure

a. Le Conseil de Gérance se réunira sur convocation d'un Gérant à l'endroit indiqué dans la convocation, ce qui sera en principe au Luxembourg.

b. Sauf en cas d'urgence, une convocation écrite devra être transmise, 24 heures au moins avant la date prévue pour la réunion du Conseil de Gérance. La convocation indiquera la nature et les circonstances de ladite urgence.

c. Il pourra être renoncé à cette convocation si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et qu'ils déclarent d'avoir pris pleine connaissance de l'agenda de la réunion. Un gérant pourra renoncer à cette convocation avant ou après la réunion. Aucune convocation spéciale ne sera requise pour les réunions se tenant à des dates et des lieux déterminés préalablement par une résolution adoptée par le Conseil de Gérance.

d. Tout Gérant peut émettre une procuration afin de se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance.

e. Le Conseil de Gérance ne pourra valablement délibérer que si au moins la majorité des Gérants en fonction est présente ou représentée, sous réserve que dans l'hypothèse où des Gérants de Catégorie A ou des Gérants de Catégorie B ont été désignés, ce quorum ne sera atteint que si au moins un (1) Gérant de Catégorie A et un (1) Gérant de Catégorie B sont présents ou représentés. Les résolutions des Gérants doivent être consignées par écrit. Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance seront signés par le Président de la réunion, ou au cas où il n'y a pas de Président élu, par tous les gérants présents ou représentés.

f. Un ou plusieurs Gérants peuvent prendre part à une réunion par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres. Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion.

g. Une décision écrite, signée par tous les Gérants (Résolutions Circulaires), est régulière et valable de la même manière que si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision sera datée à la date de la dernière signature.

3. Représentation

a. La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle du Gérant unique ou par la signature conjointe de deux Gérants si plus d'un Gérant a été nommé.

b. Toutefois, si les associés ont qualifié les Gérants de Gérants de Catégorie A et les Gérants de Catégorie B, la Société ne sera engagée vis-à-vis des tiers que par la signature conjointe d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B.

c. La Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil de Gérance, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 9. Gérant unique. Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique. La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique.

Art. 10. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associés

Art. 11. Assemblées Générales des Associés et procès-verbaux des assemblées.

1. Pouvoirs et droits de vote

a. Les résolutions sont prises lors d'une assemblée générale des Associés, sauf pour les résolutions prises suivant l'article 11.1.b.

b. Si la Société compte plusieurs associés, dans la limite de vingt-cinq (25) associés, les résolutions des associés peuvent être prises par écrit.

c. Chaque action donne droit à un vote.

2. Notices, quorum, majorité et procédures de vote

a. Les associés peuvent se réunir en assemblées générales, sur convocation des Gérants. Le Conseil de Gérance doit convoquer l'assemblée Générale à la demande des associés représentant plus que 1/10 du capital social émis.

b. Sauf en cas d'urgence, une convocation écrite devra être transmise, 8 jours au moins avant la date prévue pour l'Assemblée Générale.

La convocation indiquera la nature et les circonstances de ladite urgence.

c. Dès lors que les résolutions à adopter ont été envoyées par les Gérants aux associés pour approbation, les associés sont tenus, dans le délai prévu par les Gérants suivant la réception du texte de la résolution proposée, d'exprimer leur vote par écrit et de le renvoyer à la Société.

Le compte des votes sera fait par n'importe quel gérant.

d. La convocation envoyée aux associés indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée générale.

e. Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée générale des associés et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

f. Un associé peut désigner par écrit un mandataire qui n'a pas besoin d'être lui-même associé, afin de le représenter lors de l'assemblée générale.

g. Les résolutions seront adoptées par les associés lors des Assemblées Générales représentant plus de la moitié (1/2) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte sur première convocation, les associés seront de nouveau convoqués et les résolutions seront adoptées à la majorité simple, indépendamment du nombre de parts sociales représentées.

h. Lors de toute assemblée générale des associés, en vue de la modification des Statuts de la Société, la majorité exigée sera d'au moins la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital.

i. Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

j. Les résolutions écrites des Actionnaires sont prises avec le quorum et la majorité requis, mentionné ci-dessus, et prendront effet à la date de la dernière signature reçue avant la fin du délai prévu par le Conseil.

Art. 12. Associé unique. Quand le nombre des associés est réduit à un (1):

(i) l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

(ii) Toute référence dans les Statuts aux associés, à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés sera considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier; et

(iii) Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 13. Exercice social et approbation des comptes annuels.

1. L'exercice social commence le premier (1^{er}) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes des gérants et des associés envers la Société.

3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

4. Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés:

a. Si la Société ne compte pas plus que vingt-cinq (25) associés, dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice social lors de l'Assemblée Générale annuelle (si tenu) ou par voie de Résolutions Circulaires des Associés.

b. Si la Société compte plus que vingt-cinq (25) associés, lors de l'Assemblée Générale annuelle.

Art. 14. Commissaires / réviseurs d'entreprises.

1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi.

Les associé(s) nomment les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat.

2. Si la Société compte plus que vingt-cinq (25) associés, les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaires, sauf dans les cas où la loi prévoit la nomination de un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés. Les commissaires peuvent être réélus lors de l'Assemblée Générale Annuelle. Les commissaires peuvent ou non être des associés.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

2. Les associé(s) déterminent l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent décider de payer un dividende, de transférer le solde à un compte de réserve ou le reporter conformément aux dispositions légales applicables.

3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment aux conditions suivantes:

(i) le Conseil établit des comptes intérimaires;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves suffisants (y compris la prime d'émission) sont disponibles pour une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas dépasser le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) le Conseil doit prendre la décision de distribuer les dividendes intérimaires dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) compte tenu des actifs de la Société, les droits des créanciers de la Société ne doivent pas être menacés.

Si les dividendes intérimaires payés dépassent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, le Conseil a le droit de demander le remboursement des dividendes qui ne correspondent pas à des profits réalisés et les associé(s) doivent reverser l'excès à la Société immédiatement.

VI. Dissolution - Liquidation

1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associé(s) adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nommeront un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et détermineront leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associé(s), les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associé(s) proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

1. Les convocations et communications, ainsi que les renoncations à celles-ci, peuvent être faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés peuvent être établies par écrit, par télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

2. Les procurations peuvent être données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Ecrites des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

4. Tous les points non expressément régis par les Statuts sont déterminés conformément à la loi applicable et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les associés.»

Cinquième résolution

L'Associé Unique décide de nommer la personne suivante à la fonction de membre du Conseil de Gérance à compter de ce jour et pour une durée illimitée:

Monsieur Pieter VAN NUGTEREN, né à Meppel, Pays-Bas le 19 avril 1966, avec adresse professionnelle au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg

Sixième résolution

L'Associé unique décide d'établir l'administration centrale de la Société au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

Estimation des frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations ou charges de quelque nature que ce soit qui seront supportés par la Société ou lui seront facturés du fait de cette assemblée générale extraordinaire est estimé à environ quatre mille cinq cents euros (4.500.- EUR).

Déclaration

La notaire soussignée qui parle et lit anglais, déclare par la présente que sur demande de la partie comparaissant par-devant elle, le présent acte est rédigé en anglais et est suivi d'une version française et qu'en cas de conflit entre les textes anglais et français, la version anglaise prévaudra.

EN FOI DE QUOI, le présent acte a été rédigé à Luxembourg le jour mentionné au début du présent document.

Ce document ayant été lu à la personne comparaissant par-devant moi, elle a signé le présent acte original conjointement à la notaire.

Signé: M. M. B. Beniers et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 24 juin 2015. Relation: 2LAC/2015/13981. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur ff. (signé): Yvette THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 24 juillet 2015.

Référence de publication: 2015123775/553.

(150134906) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

DMM, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-4360 Esch-sur-Alzette, 14, Porte de France.

R.C.S. Luxembourg B 141.638.

L'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires qui s'est tenue le 20 juillet 2015:

- a renouvelé le mandat d'administrateur de:

Monsieur Fabrice CUCHET, 40, rue Washington, F-75408 Paris

Monsieur Tanguy de VILLENFAGNE, Avenue des Arts 58, B-1000 Bruxelles

Monsieur Jean-Yves MALDAGUE, 136, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg

Monsieur Alain PETERS, 136, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg

CANDRIAM LUXEMBOURG, représentée par Monsieur Naïm ABOU-JAOUDE, 136, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg

pour une période d'un an prenant fin lors de la prochaine assemblée en 2016

- a renouvelé le mandat de PricewaterhouseCoopers, RCS B-65477, 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, en tant que Réviseur d'Entreprises pour une période d'un an prenant fin lors de la prochaine assemblée en 2016.

Pour DMM

Société d'Investissement à Capital Variable

RBC INVESTOR SERVICES BANK S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2015123924/22.

(150134033) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

Berghoff Property GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 198.681.

STATUTEN

Im Jahr zweitausandfünfzehn, am dreizehnten Juli.

Vor uns, Maître Marc Loesch, Notar mit Amtssitz in Mondorf-les-Bains, Großherzogtum Luxemburg,

IST ERSCHIENEN:

Berghoff Holding GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit Sitz in 1, Langenheid 57489 Drolshagen, eingetragen im Handelsregister B des Amtsgerichts Siegen mit der Nummer HRB8783;

hier vertreten durch Frau Jana Barthels, wohnhaft in Luxemburg,

gemäß einer privatschriftlichen Vollmacht vom 10 Juli 2015, ausgestellt in Drolshagen, Deutschland.

Besagte Vollmacht, welche vom Bevollmächtigten der erschienenen Partei und dem unterzeichnenden Notar ne varietur paraphiert wurde, wird der vorliegenden Urkunde beigelegt, um mit ihr zusammen hinterlegt zu werden.

Die erschienene Partei, vertreten wie vorgenannt, hat den amtierenden Notar ersucht, die Gründung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) zu beurkunden, welche sie mit der folgenden Satzung gründen wollen:

A. Name - Zweck - Dauer - Sitz

Art. 1. Name - Rechtsform. Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen „Berghoff Property GmbH“ (die „Gesellschaft“), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) und dieser Satzung unterliegt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft.

2.1 Der Gesellschaftszweck des Unternehmens ist die Vermietung und Verpachtung, sowie der Handel mit beweglichen Gegenständen jeder Art im Bereich der mechanischen Industrie. Die Gesellschaft kann, im Bereich der mechanischen Industrie, Unternehmen jeder Art erwerben, sich an ihnen beteiligen, sowie sonstige Vermögenswerte erwerben und / oder diese verwalten.

2.2 Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften, sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form und die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen.

2.3 Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Kredite gewähren oder diese auf jede andere Weise unterstützen.

2.4 Die Gesellschaft kann, außer im Wege eines öffentlichen Angebotes, in jeder Form Gelder aufbringen, insbesondere durch Aufnahme von Darlehen in jeglicher Form oder mittels Ausgabe aller Arten von Anleihen, Wertpapieren oder Schuldtiteln, Schuldverschreibungen und Obligationen und generell jeglicher Form von Schuldscheinen bzw. Wertpapieren.

2.5 Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher, industrieller und finanzieller Natur, sowie solche, welche geistiges Eigentum oder Grundeigentum betreffen vornehmen, die ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erscheinen.

Art. 3. Dauer.

3.1 Die Gesellschaft wird für unbegrenzte Dauer gegründet.

3.2 Sie kann jederzeit und ohne Begründung durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung aufgelöst werden, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird.

Art. 4. Sitz.

4.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in der Stadt Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Geschäftsführungsrates verlegt werden. Durch Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, kann er in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

4.3 Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch Beschluss des Geschäftsführungsrates im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

4.4 Sollte der Geschäftsführungsrat entscheiden, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz bis zur endgültigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz vorübergehender Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt fünfundzwanzigtausend Euro (EUR 25.000), bestehend aus fünfundzwanzigtausend (25.000) Anteilen mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil.

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile zurückkaufen.

Art. 6. Anteile.

6.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft ist in Anteile mit dem gleichen Nominalwert aufgeteilt.

6.2 Die Anteile der Gesellschaft sind Namensanteile.

6.3 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, wobei deren Anzahl vierzig (40) nicht überschreiten darf.

6.4 Die Gesellschaft wird weder durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, den Konkurs, die Insolvenz oder ein vergleichbares, einen Gesellschafter betreffendes Ereignis, aufgelöst.

Art. 7. Anteilsregister und Übertragung von Anteilen.

7.1 Am Sitz der Gesellschaft wird ein Anteilsregister geführt, welches von jedem Gesellschafter eingesehen werden kann. Dieses Anteilsregister enthält alle vom Gesetz von 1915 vorgeschriebenen Informationen. Auf Ersuchen und auf Kosten des betreffenden Gesellschafters kann die Gesellschaft Zertifikate über die Eintragung ausgeben.

7.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Anteil an. Sofern ein Anteil von mehreren Personen gehalten wird, müssen diese eine einzelne Person benennen, welche sie im Verhältnis zur Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte im Zusammenhang mit einem derartigen Anteil auszusetzen, bis eine Person als Vertreter der Inhaber gegenüber der Gesellschaft bezeichnet worden ist.

7.3 Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern frei übertragbar.

7.4 Inter vivos dürfen die Anteile neuen Gesellschaftern nur vorbehaltlich der Zustimmung von Gesellschaftern mit einer Mehrheit von drei Vierteln des Gesellschaftskapitals übertragen werden.

7.5 Jede Übertragung von Anteilen wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten gemäß Artikel 1690 des Code Civil wirksam, nachdem die Gesellschaft von der Übertragung in Kenntnis gesetzt wurde oder der Übertragung zugestimmt hat.

7.6 Im Todesfall dürfen die Anteile des verstorbenen Gesellschafters an neue Gesellschafter nur mit Zustimmung der überlebenden Gesellschaftern mit einer Mehrheit von drei Vierteln der von Ihnen gehaltenen Rechte übertragen werden. Eine derartige Zustimmung ist nicht erforderlich, wenn die Anteile Eltern, Nachkommen oder dem/der überlebenden Ehepartner/in übertragen werden.

C. Entscheidungen der Gesellschafter

Art. 8. Gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter.

8.1 Die Gesellschafterversammlung der Gesellschafter ist mit allen Rechten ausgestattet, welche ihr durch Gesetz und diese Satzung übertragen wurden.

8.2 Jeder Gesellschafter darf unabhängig von der Zahl seiner Anteile an gemeinsamen Entscheidungen teilnehmen.

8.3 Falls und solange die Gesellschaft nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, dürfen gemeinsame Entscheidungen, welche ansonsten der Gesellschafterversammlung der Gesellschafter vorbehalten wären, schriftlich gefasst werden. In diesem Fall erhält jeder Gesellschafter den Text der ausformulierten vorgeschlagenen Beschlüsse und übt sein Stimmrecht schriftlich aus.

8.4 Im Falle eines Alleingesellschafters übt dieser die Befugnisse der Gesellschafterversammlung nach den Vorschriften von Abschnitt XII des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung aus. In diesem Fall ist jeder Bezug auf die „Gesellschafterversammlung“ in der vorliegenden Satzung als Bezug auf den Alleingesellschafter, je nach Zusammenhang und soweit anwendbar, zu verstehen und die Befugnisse der Gesellschafterversammlung werden vom Alleingesellschafter ausgeübt.

Art. 9. Gesellschafterversammlung der Gesellschafter. Die Gesellschafterversammlungen finden an dem Ort und zu der Zeit statt, welcher in der entsprechenden Einberufung genauer bestimmt werden. Falls alle Gesellschafter in einer Versammlung anwesend oder vertreten sind und auf sämtliche Einberufungsformalitäten verzichtet haben, kann die Gesellschafterversammlung auch ohne vorherige Ankündigung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

Art. 10. Quorum und Abstimmung.

10.1 Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Anteile hält.

10.2 Vorbehaltlich anderer gesetzlicher Regelungen oder dieser Satzung, die ein höheres Mehrheitsverhältnis vorsehen, bedürfen gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter der Zustimmung von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals innehaben.

Art. 11. Änderung der Nationalität. Die Gesellschafter können die Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig ändern.

Art. 12. Änderung der Satzung. Eine Änderung der Satzung erfordert die Zustimmung (i) einer Mehrheit der Gesellschafter, die mindestens (ii) eine Mehrheit von drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertritt.

D. Geschäftsführung

Art. 13. Befugnisse des Einzelgeschäftsführers - Zusammensetzung und Befugnisse des Geschäftsführungsrates.

13.1 Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet. Falls die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, bilden diese einen Geschäftsführungsrat.

13.2 Falls die Gesellschaft von einem einzelnen Geschäftsführer geleitet wird und soweit der Begriff „Einzelgeschäftsführer“ nicht ausdrücklich verwendet wird ist jeder Verweis in dieser Satzung auf den „Geschäftsführungsrat“ als Verweis auf den Einzelgeschäftsführer auszulegen.

13.3 Der Geschäftsführungsrat verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehaltenen Befugnisse.

Art. 14. Wahl, Abberufung und Amtszeit von Geschäftsführern.

14.1 Der bzw. die Geschäftsführer werden durch die Gesellschafterversammlung gewählt, welche ihre Bezüge und Amtszeit festlegt.

14.2 Geschäftsführer können jederzeit und ohne Grund durch einen Beschluss von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, gewählt oder abberufen werden.

Art. 15. Vakanz einer Geschäftsführerstelle.

15.1 Scheidet ein Geschäftsführer durch Tod, Geschäftsunfähigkeit, Konkurs, Rücktritt oder aus einem anderen Grund aus seinem Amt, so kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Geschäftsführer vorübergehend für einen die ursprüngliche Amtszeit nicht überschreitenden Zeitraum bis zur nächsten Gesellschafterversammlung ausgefüllt werden, welche im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Vorschriften über die endgültige Neubesetzung entscheidet.

15.2 Für den Fall, dass der Einzelgeschäftsführer aus seinem Amt ausscheidet, muss die frei gewordene Stelle unverzüglich durch die Gesellschafterversammlung neu besetzt werden.

Art. 16. Einladung zu Sitzungen des Geschäftsführungsrats.

16.1 Der Geschäftsführungsrat versammelt sich auf Einberufung eines Mitglieds. Die Geschäftsführungsratssitzungen finden, soweit in der Einladung nichts anderes bestimmt ist, am Sitz der Gesellschaft statt.

16.2 Die Geschäftsführer werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Datum zu jeder Sitzung des Geschäftsführungsrats schriftlich geladen, außer in dringenden Fällen, wobei die Gründe der Dringlichkeit in der Einladung zu bezeichnen sind. Eine solche Einladung kann unterbleiben, wenn alle Geschäftsführer schriftlich, per Fax, EMail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie einer solchen unterzeichneten Zustimmung ein hinreichender Nachweis ist. Eine Einladung zu Sitzungen des Geschäftsführungsrats ist nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Geschäftsführungsrats bestimmt worden sind, welcher allen Geschäftsführern übermittelt wurde.

16.3 Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und diese alle Einladungsvoraussetzungen abbedingen oder im Fall von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, wenn alle Mitglieder des Geschäftsführungsrats diesen zugestimmt und diese unterzeichnet haben.

Art. 17. Durchführung von Geschäftsführungsratsitzungen.

17.1 Der Geschäftsführungsrat kann unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden auswählen. Der Geschäftsführungsrat kann auch einen Schriftführer ernennen, der nicht notwendigerweise Mitglied des Geschäftsführungsrats sein muss und der für die Protokollführung der Sitzungen des Geschäftsführungsrats verantwortlich ist.

17.2 Sitzungen des Geschäftsführungsrats werden, falls vorhanden, durch den Vorsitzenden des Geschäftsführungsrats geleitet. In dessen Abwesenheit kann der Geschäftsführungsrat ein anderes Mitglied des Geschäftsführungsrats durch einen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Mitglieder als Vorsitzenden pro tempore ernennen.

17.3 Jedes Mitglied des Geschäftsführungsrats kann an einer Sitzung des Geschäftsführungsrats teilnehmen, indem es ein anderes Mitglied des Geschäftsführungsrats schriftlich, oder durch Fax, per E-Mail oder ein anderes vergleichbares Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein Mitglied des Geschäftsführungsrats kann einen oder mehrere, aber nicht alle anderen Geschäftsführer vertreten.

17.4 Eine Sitzung des Geschäftsführungsrats kann auch mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel abgehalten werden, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Sitzung teilzunehmen. Eine Teilnahme an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel ist gleichbedeutend mit einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung und die Sitzung wird als am Sitz der Gesellschaft abgehalten erachtet.

17.5 Der Geschäftsführungsrat kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn zumindest die Mehrheit seiner Mitglieder in der Sitzung anwesend oder vertreten ist.

17.6 Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der an der Sitzung des Geschäftsführungsrats teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Der Vorsitzende des Geschäftsführungsrats, falls vorhanden, hat im Falle von Stimmgleichheit die entscheidende Stimme.

17.7 Der Geschäftsführungsrat kann einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren mittels schriftlicher Zustimmung, per Fax, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel fassen. Die Geschäftsführer können ihre Zustimmung getrennt erteilen, wobei die Gesamtheit aller schriftlichen Zustimmungen die Annahme des betreffenden Beschlusses nachweist. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum eines derart gefassten Beschlusses.

Art. 18. Protokoll von Sitzungen des Geschäftsführungsrats - Protokoll der Entscheidungen des Einzelgeschäftsführers.

18.1 Das Protokoll einer Sitzung des Geschäftsführungsrats wird vom Vorsitzenden des Geschäftsführungsrates (falls vorhanden) oder, im Falle seiner Abwesenheit, falls vorhanden, von dem Vorsitzenden pro tempore und dem Protokollführer oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Kopien oder Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden des Geschäftsführungsrates (falls vorhanden), oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet.

18.2 Die Entscheidungen des Einzelgeschäftsführers werden in ein Protokoll aufgenommen, welches vom Einzelgeschäftsführer unterzeichnet wird. Kopien oder Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Einzelgeschäftsführer unterzeichnet.

Art. 19. Geschäfte mit Dritten. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen durch (i) die Unterschrift des Einzelgeschäftsführers oder, für den Fall, dass die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, durch (ii) die gemeinsame Unterschrift oder die alleinige Unterschrift jedweder Person(en), der/denen eine Unterschriftsbefugnis durch den Geschäftsführungsrat übertragen worden ist, im Rahmen dieser Befugnis wirksam verpflichtet.

E. Aufsicht und Prüfung der Gesellschaft

Art. 20. Rechnungsprüfer/Wirtschaftsprüfer.

20.1 Falls und solange die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, werden die Geschäfte der Gesellschaft durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer beaufsichtigt (commissaire(s)). Die Gesellschafterversammlung ernennt die Rechnungsprüfer und legt ihre Amtszeit fest.

20.2 Ein Rechnungsprüfer kann jederzeit und ohne Grund von der Gesellschafterversammlung abberufen werden.

20.3 Der Rechnungsprüfer hat ein unbeschränktes Recht der permanenten Überprüfung und Kontrolle aller Geschäfte der Gesellschaft.

20.4 Wenn die Gesellschafter im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handels- und Gesellschaftsregister sowie zur Buchhaltung und zum Jahresabschluss von Unternehmen in seiner geänderten Fassung, einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseurs d'entreprise agréé(s)) ernannt, entfällt die Funktion des Rechnungsprüfers.

20.5 Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer darf nur aus berechtigtem Grund oder mit seiner Zustimmung durch die Gesellschafterversammlung abberufen werden.

F. Geschäftsjahr - Jahresabschlussgewinne - Abschlagsdividenden

Art. 21. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 22. Jahresabschluss und Gewinne.

22.1 Am Ende jeden Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und der Geschäftsführungsrat erstellt im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen ein Inventar der Aktiva und Passiva, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

22.2 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange die Gesamtsumme dieser Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

22.3 Durch einen Gesellschafter erbrachte Einlagen in Rücklagen können mit Zustimmung dieses Gesellschafters ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden.

22.4 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann die gesetzliche Rücklage entsprechend herabgesetzt werden, so dass diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals nicht übersteigt.

22.5 Auf Vorschlag des Geschäftsführungsrates bestimmt die Gesellschafterversammlung im Einklang mit dem Gesetz von 1915 und den Bestimmungen dieser Satzung, wie der verbleibende Bilanzgewinn der Gesellschaft verwendet werden soll.

Art. 23. Abschlagsdividenden - Agio und andere Kapitalreserven.

23.1 Der Geschäftsführungsrat kann Abschlagsdividenden auf Grundlage von Zwischenabschlüssen zahlen, welche vom Geschäftsführungsrat vorbereitet wurden und belegen, dass ausreichende Mittel für eine Abschlagsdividende zur Verfügung stehen. Der ausschüttbare Betrag darf nicht die Summe der seit dem Ende des vergangenen Geschäftsjahres angefallenen Gewinne, gegebenenfalls erhöht durch vorgetragene Gewinne und ausschüttbare Rücklagen, beziehungsweise vermindert durch vorgetragene Verluste oder Summen, die nach dieser Satzung oder dem Gesetz von 1915 einer Rücklage zugeführt werden müssen, übersteigen.

23.2 Das Agio, andere Kapitalreserven und andere ausschüttbare Rücklagen können, im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und den Regelungen dieser Satzung, frei an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

G. Liquidation

Art. 24. Liquidation.

24.1 Im Falle der Auflösung der Gesellschaft im Einklang mit Artikel 3.2 dieser Satzung wird die Abwicklung durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren bestimmt. Soweit nichts anderes bestimmt wird haben die Liquidatoren die weitestgehenden Rechte für die Verwertung der Vermögenswerte und die Tilgung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

24.2 Der sich nach Verwertung der Vermögenswerte und Tilgung der Verbindlichkeiten ergebende Überschuss wird an die Gesellschafter proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile verteilt.

H. Schlussbestimmungen - Anwendbares Recht

Art. 25. Anwendbares Recht. Für alle in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten gelten die Regelungen des Gesetzes von 1915.

Übergangsbestimmungen

1. Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres (31. Dezember 2015).

2. Abschlagsdividenden können auch während des ersten Geschäftsjahres der Gesellschaft ausgeschüttet werden.

Zeichnung und Zahlung

Die fünfundzwanzigtausend (25.000) ausgegebenen Anteile wurden alle durch Berghoff Holding GmbH, vorbenannt, zum Preis von fünfundzwanzigtausend Euro (EUR 25.000) gezeichnet.

Die Einlage für so gezeichnete Anteile wurde vollständig in bar erbracht, so dass der Gesellschaft ein Betrag in Höhe von fünfundzwanzigtausend Euro (EUR 25.000) zur Verfügung steht, was dem unterzeichnenden Notar nachgewiesen wurde.

Die gesamte Einlage in Höhe von fünfundzwanzigtausend Euro (EUR 25.000) wird vollständig dem Gesellschaftskapital zugeführt.

Auslagen

Die der Gesellschaft aufgrund oder im Zusammenhang mit der Gründung entstandenen Kosten, Gebühren, Honorare und Auslagen werden auf eintausendvierhundert Euro (EUR 1.400) geschätzt.

Beschlüsse der Gesellschafter

Die Gründer, welche das gesamte Gesellschaftskapital repräsentieren und welche auf eine formelle Einberufungsbeschlussverzicht, haben folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft ist in 174, route de Longwy, L-1940 Luxemburg.
2. Die folgende Person wird für unbegrenzte Zeit als alleiniger Geschäftsführer der Gesellschaft ernannt:

Christophe Gammal, geboren am 9 August 1967 in Uccle, Belgien, geschäftsansässig in 174, route de Longwy, L-1940 Luxemburg.

Worüber Urkunde, Aufgenommen in Luxemburg, zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen wurde.

Nachdem das Dokument dem Bevollmächtigten der erschienenen Parteien vorgelesen wurde, welche dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt ist, hat der Bevollmächtigte die Urkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Signé: J. Barthels, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 15 juillet 2015. GAC/2015/6017. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 23 juillet 2015.

Référence de publication: 2015123784/271.

(150134439) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

City RE 21 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 183.799.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015123847/9.

(150134696) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

AB Acquisitions Luxco 2A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 1.012.000,00.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 143.785.

In the year two thousand and fifteen, on the fifteenth day of June.

Before the undersigned, Maître Jacques KESSELER, notary residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED

AB Acquisitions Luxco 2 S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée with registered office at 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under number B 129467, here represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, notary clerk, residing professionally in Pétange, by virtue of a proxy given under private seal.

Such appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of AB Acquisitions Luxco 2A S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée with registered office at 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under number B 143785, (the "Company") incorporated by a notarial deed drawn up by Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg on 15 December 2008 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") on 22 January 2009 number 143 page 6851. The articles of association of the Company (the "Articles") have been amended on 26 March 2009 pursuant to a notarial deed drawn up by Maître Jean-Joseph Wagner and published in the Mémorial dated 14 May 2009 number 1009 page 4821.

The said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party representing 100 % of corporate capital requires the notary to act the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to fully amend and restate the current article 11 of the Articles in order to delete any reference to the class A manager or the class B manager so as to read as follows:

" **Art. 11.** The Company will be managed by one or more managers (gérants) who shall be appointed by the partners in accordance with Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended from time to time.

If the Company has at the relevant time only one manager, he is referred to in these articles of incorporation as a sole manager.

If the Company has from time to time more than one manager, they will constitute a board of managers or conseil de gérance.

A manager may be removed at any time for any reason by the partners pursuant to a resolution passed in accordance with Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended from time to time.

The sole manager, when the Company has only one manager, and at all other times the board of managers, may take all or any action which is necessary or useful to realise any of the objects of the Company, with the exception of those reserved by Luxembourg law or these articles of incorporation to be decided upon by the partners.

Subject as provided by Luxembourg law, the Company is validly bound or represented towards third parties by:

- if the Company has a sole manager, the sole signature of the sole manager;
- if the Company has more than one manager, the sole signature of any manager;
- the sole signature of any person to whom such power has been delegated by the sole manager or the board of managers"

Second resolution

As a consequence of the above resolution, the Sole Shareholder resolves to delete the current article 14 of the Articles and the following articles of the Articles shall be renumbered accordingly to reflect this deletion.

Third resolution

Further to the new article 11 of the Articles as per the above resolution, the Sole Shareholder resolves to reclassify the current managers mandate without referring to a category of managers.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to acknowledge the resignation of Simone Retter and Jean-Paul Goerens, as managers of the Company with immediate effect, as evidenced by their respective letter of resignation.

Provisional discharge is granted to the resigning managers for the execution of their mandate. Such discharge shall be confirmed during the next shareholder's meeting approving the annual accounts of the Company.

As a consequence the board of managers is currently composed as follows:

- Stefan Lambert, a manager of the Company without any specific class;
- Dr. Wolfgang Zettel, a manager of the Company without any specific class;

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the financial year of the Company, with immediate effect, which will run from 1st September of each year to 31st August of the following year.

For the avoidance of doubt, the Sole Shareholder acknowledges and resolves that the current financial year of the Company which started on 1st April 2015 will close on 31st August 2015, and that the subsequent financial year will start on 1st September 2015 and will end on 31st August 2016.

As a consequence of the above resolution, the Sole Shareholder decides to amend the current articles 20 and 21 of the Articles (being renumbered as article 19 and 20 as per the previous resolution), which shall henceforth read as follows:

" **Art. 19.** The Company's year commences on September 1st, and ends on August 31st of the following year."

" **Art. 20.** Each year on August 31st, the accounts are closed and the manager(s) prepare(s) an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office."

Whereof, the present deed is drawn up in Pétange, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties known to the notary by her name, first name, civil status and residence, the proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le quinze juin.

Par-devant le soussigné, Maître Jacques KESSELER, notaire résidant à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

AB Acquisition Luxco 2 S.à r.l, une société à responsabilité limitée luxembourgeoise ayant son siège social au 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 129467, ici représenté par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, clerc de notaire, résidant professionnellement à Pétange, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Cette partie comparante est l'associé unique ("Associé Unique") d'AB Acquisition Luxco 2A S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, ayant son siège social au 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 143785 (la "Société"), constituée suivant un acte notarié établi par Maître Jean-Joseph Wagner, notaire, résidant à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg en date du 15 décembre 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial") en date du 22 janvier 2009 numéro 143 page 6851. Les statuts de la Société (les "Statuts") ont été modifiés en date du 26 mars 2009 suite à un acte notarié établi par Maître Jean-Joseph Wagner et publié au Mémorial en date du 14 mai 2009 numéro 1009 page 4821.

Laquelle procuration, signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire, restera annexée au présent acte afin d'être soumise aux mêmes formalités d'enregistrement.

La partie comparante représentant 100% du capital social requiert le notaire d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'intégralement modifier et refondre l'actuel article 11 des Statuts afin de supprimer toute référence au gérant de catégorie A ou au gérant de catégorie B afin qu'il se lise comme suit:

" **Art. 11.** La Société sera gérée par un ou plusieurs gérants qui seront nommés par les associés conformément à la loi luxembourgeoise concernant les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée de temps en temps.

Si la Société a à un moment donné uniquement un gérant, il y sera fait référence dans les statuts comme un gérant unique.

Si la Société a de temps à autre plus d'un gérant, ils constitueront un conseil de gérance.

Un gérant peut être révoqué à tout moment pour tout motif par les associés en vertu d'une résolution adoptée conformément à la loi luxembourgeoise concernant les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée de temps en temps.

Le gérant unique, lorsque la Société a uniquement un gérant, et à tout autre moment le conseil de gérance, peut entreprendre tout ce qui est nécessaire ou utile afin de réaliser tout objet social de la Société, à l'exception de ceux réservés par la loi luxembourgeoise ou les présents statuts devant être décidés par les associés.

Sous réserve de ce que prévoit la loi luxembourgeoise, la Société est valablement engagée ou représentée vis-à-vis des tiers par:

- si la Société a un seul gérant, la seule signature du gérant unique;
- si la Société a plus d'un gérant, la seule signature de tout gérant;
- la seule signature de toute personne à qui ce pouvoir a été délégué par le gérant unique ou le conseil de gérance."

Seconde résolution

En conséquence de la résolution ci-dessus, l'Associé Unique décide de supprimer l'actuel article 14 des Statuts et les articles suivants des Statuts seront renumérotés en conséquence afin de refléter cette suppression.

Troisième résolution

Suite au nouvel article 11 des Statuts selon la résolution ci-dessus, l'Associé Unique décide de reclasser le mandat des gérants actuels sans faire référence à une catégorie de gérants.

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de prendre acte de la démission de Simone Retter et Jean-Paul Goerens, en tant que gérants de la Société avec effet immédiat, comme prouvé par leur lettre de démission respective.

Une décharge provisoire est accordée aux gérants démissionnaires pour l'exécution de leur mandat. Cette décharge devra être confirmée lors de la prochaine assemblée de l'associé approuvant les comptes annuels de la Société.

En conséquence le conseil de gérance est actuellement composé comme suit:

- Stefan Lambert, un gérant de la Société sans une catégorie spécifique; et
- Dr. Wolfgang Zettel, un gérant de la Société sans une catégorie spécifique.

Cinquième résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'exercice social de la Société avec effet immédiat, qui sera du 1^{er} septembre de chaque année jusqu'au 31 août de l'année suivante.

Afin d'éviter tout doute, l'Associé Unique prend acte et décide que l'exercice social actuel de la Société qui a commencé le 1^{er} avril 2015 se terminera le 31 août 2015, et que l'exercice social suivant commencera le 1^{er} septembre 2015 et se terminera le 31 août 2016.

En conséquence de la résolution ci-dessus, l'Associé Unique décide de modifier les actuels articles 20 et 21 des Statuts (qui devront être renumérotés 19 et 20 suite à la résolution précédente), qui devront désormais se lire comme suit:

" **Art. 19.** L'exercice social de la Société débute le 1^{er} septembre et se termine le 31 août de l'année suivante."

" **Art. 20.** Chaque année au 31 août, les comptes sont clôturés et le(s) gérant(s) prépare(nt) un inventaire incluant une indication de la valeur des actifs et passifs de la Société. Chaque associé peut inspecter l'inventaire ci-dessus et le bilan au siège social de la Société."

Dont acte, fait et passé à Pétange, au jour mentionné au début de ce document.

Le notaire soussigné qui parle et comprend l'anglais, constate que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Ce document ayant été lu au mandataire de la partie comparante, connu du notaire par son nom, prénom, état civil et demeure, le mandataire de la partie comparante a signé avec le notaire le présent acte

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 19 juin 2015. Relation: EAC/2015/14050. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2015123739/150.

(150134588) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

Alliance Boots Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 176.037.

In the year two thousand and fifteen, on the fifteenth day of June.

Before the undersigned, Maître Jacques KESSELER, notary residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED

Alliance Boots Holdings Limited, a limited company with registered office at 361 Oxford Street, Sedley Place, 4th Floor, W1C 2JL London, United Kingdom, and registered with Companies' House under number 4452715, here represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, notary clerk, residing professionally in Pétange, by virtue of a proxy given under private seal.

Walgreen International S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée with registered office at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under number B 170400, here represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, notary clerk, residing professionally in Pétange, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxies, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties are the shareholders (the "Shareholders") of Alliance Boots Luxembourg S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée with registered office at 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under number B 176037, (the "Company") incorporated by a notarial deed drawn up by Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg on 18 March 2013 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") on 15 May 2013 number 1140 page 54701. The articles of association of the Company (the "Articles") have been amended for the last time on 13 March 2015 pursuant to a notarial deed not yet published in the Mémorial.

The appearing parties representing 100 % of corporate capital require the notary to act the following resolutions:

First resolution

The Shareholders resolve to fully amend and restate the current article 8 of the Articles in order to delete any reference to the class A manager or the class B manager so as to read as follows:

" 8. Management.

8.1 The Company will be managed by one or more managers (gérants) who shall be appointed by the partners in accordance with Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended from time to time.

8.2 If the Company has at the relevant time only one manager, he is referred to in these articles of incorporation as a sole manager (the "Sole Manager").

8.3 If the Company has from time to time more than one manager, they will constitute a board of managers (the "Board of Managers") or conseil de gérance.

8.4 A manager may be removed at any time for any reason by the partners pursuant to a resolution passed in accordance with Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended from time to time.

8.5 The Sole Manager, when the Company has only one manager, and at all other times the Board of Managers, may take all or any action which is necessary or useful to realise any of the objects of the Company, with the exception of those reserved by Luxembourg law or these articles of incorporation to be decided upon by the partners.

8.6 Subject as provided by Luxembourg law, the Company is validly bound or represented towards third parties by:

- if the Company has a Sole Manager, the sole signature of the Sole Manager;
- if the Company has more than one manager, the sole signature of any manager;
- the sole signature of any person to whom such power has been delegated by the Sole Manager or the Board of Managers."

Second resolution

As a consequence of the above resolution, the Shareholders resolve to delete the current articles 9 and 10 of the Articles and the following articles of the Articles shall be renumbered accordingly to reflect these deletions.

Furthermore, the Shareholders also resolve to amend the current article 11 (agent of the managers) (being renumbered as article 9 as per the previous resolution) which shall read as follows:

" **9. Agent of the managers.** The Sole Manager, when the Company has only one manager and at all other times the Board of Managers may delegate any of their powers for specific tasks to one or more ad hoc agents and will determine any such agent's powers and responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency."

Third resolution

Further to the new article 8 of the Articles as per the above resolution, the Shareholders resolve to reclassify the current managers' mandate without referring to a category of managers.

Fourth resolution

The Shareholders resolve to acknowledge the resignation of Simone Retter and Jean-Paul Goerens, as managers of the Company with immediate effect, as evidenced by their respective letter of resignation.

Provisional discharge is granted to the resigning managers for the execution of their mandate. Such discharge shall be confirmed during the next shareholders' meeting approving the annual accounts of the Company.

As a consequence the board of managers is currently composed as follows:

- Stefan Lambert, a manager of the Company without any specific class; and
- Dr. Wolfgang Zettel, a manager of the Company without any specific class.

Fifth resolution

The Shareholders resolve to amend the financial year of the Company, with immediate effect, which will run from 1st September of each year to 31st August of the following year.

For the avoidance of doubt, the Shareholders acknowledge and resolve that the current financial year of the Company which started on 1st April 2015 will close on 31st August 2015, and that the subsequent financial year will start on 1st September 2015 and will end on 31st August 2016.

As a consequence of the above resolution, the Shareholder decide to amend the current article 17.1 (being renumbered as article 15.1 as per the previous resolution), which shall henceforth read as follows:

" **15.1.** The Company's year commences on September 1st, and ends on August 31st of the following year."

Whereof, the present deed is drawn up in Pétange, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties known to the notary by her name, first name, civil status and residence, the proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le quinze juin.

Par-devant le soussigné, Maître Jacques KESSELER, notaire résidant à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

Alliance Boots Holdings Limited, une limited company ayant son siège social au 361, Oxford Street, Sedley Place, étage 4, GB -W1C2 JL Londres, Royaume-Uni et immatriculée auprès du Companies' House sous le numéro 4452715, ici représenté par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, clerc de notaire, résidant professionnellement à Pétange, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé; et

Walgreen International S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise ayant son siège social au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 170400, ici représenté par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, clerc de notaire, résidant professionnellement à Pétange, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Les dites procurations, signées ne varietur par le mandataire des parties comparantes et le notaire, resteront annexées au présent acte afin d'être soumises aux mêmes formalités d'enregistrement.

Ces parties comparantes sont les associés (les "Associés") d'Alliance Boots Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise ayant son siège social au 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 176037 (la "Société"), constituée suivant un acte notarié établi par Maître Jean-Joseph Wagner, notaire, résidant à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg en date du 18 mars 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial") en date du 15 mai 2013 numéro 1140 page 54701. Les statuts de la Société (les "Statuts") ont été modifiés pour la dernière fois le 13 mars 2015 suite à un acte notarié non encore publié au Mémorial.

Les parties comparantes représentant 100% du capital social requièrent le notaire d'acte les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés décident d'intégralement modifier et refondre l'actuel article 8 des Statuts afin de supprimer toute référence au gérant de catégorie A ou au gérant de catégorie B afin qu'il se lise comme suit:

" 8. Gérance.

8.1 La Société sera gérée par un ou plusieurs gérants qui seront nommés par les associés conformément à la loi luxembourgeoise concernant les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée de temps en temps.

8.2 Si la Société a à un moment donné uniquement un gérant, il y sera fait référence dans les présents statuts comme un gérant unique (le "Gérant Unique").

8.3 Si la Société a de temps à autre plus d'un gérant, ils constitueront un conseil de gérance (le "Conseil de Gérance").

8.4 Un gérant peut être révoqué à tout moment pour tout motif par les associés en vertu d'une résolution adoptée conformément à la loi luxembourgeoise concernant les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée de temps en temps.

8.5 Le Gérant Unique, quand la Société a uniquement un gérant, et à tout moment le Conseil de Gérance, peut entreprendre tout ce qui est nécessaire ou utile afin de réaliser tout objet social de la Société, à l'exception de ceux réservés par la loi luxembourgeoise ou les présents statuts devant être décidés par les associés.

8.6 Sous réserve de ce que prévoit la loi luxembourgeoise, la Société est valablement engagée ou représentée vis-à-vis des tiers par:

- si la Société a un Gérant Unique, la seule signature du Gérant Unique;
- si la Société a plus d'un gérant, la seule signature de tout gérant;
- la seule signature de toute personne à qui ce pouvoir a été délégué par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance."

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution ci-dessus, les Associés décident de supprimer les actuels articles 9 et 10 des Statuts et les articles suivants des Statuts seront renumérotés en conséquence afin de refléter ces suppressions.

De plus, les Associés décident également de modifier l'actuel article 11 (mandataire des gérants) (étant renuméroté en tant qu'article 9 suite à la résolution précédente) qui devra se lire comme suit:

" 9. Mandataire des gérants. L'Associé Unique, lorsque la Société a un seul gérant et à tout autre moment le Conseil de Gérance peut déléguer certains de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc et déterminera les pouvoirs de ce mandataire et ses responsabilités et sa rémunération (s'il y en a), la durée de la période de représentation et toutes autres conditions de son mandat."

Troisième résolution

Suite au nouvel article 8 des Statuts ainsi que la résolution ci-dessus, les Associés décident de reclasser le mandat des gérants actuels sans faire référence à une catégorie de gérants.

Quatrième résolution

Les Associés décident de prendre acte de la démission de Simone Retter et Jean-Paul Goerens, en tant que gérants de la Société avec effet immédiat, comme prouvé par leur lettre de démission respective.

Une décharge provisoire est accordée aux gérants démissionnaires pour l'exécution de leur mandat. Cette décharge devra être confirmée lors de la prochaine assemblée des associés approuvant les comptes annuels de la Société.

En conséquence le conseil de gérance est désormais constitué comme suit:

- Stefan Lambert, un gérant de la Société sans catégorie spécifique; et
- Dr. Wolfgang Zettel, un gérant de la Société sans catégorie spécifique.

Cinquième résolution

Les Associés décident de modifier l'exercice social de la Société avec effet immédiat, qui sera du 1^{er} septembre de chaque année jusqu'au 31 août de l'année suivante.

Afin d'éviter tout doute, les Associés prennent acte et décident que l'exercice social actuel de la Société qui a commencé le 1^{er} avril 2015 se terminera le 31 août 2015, et que l'exercice social suivant commencera le 1^{er} septembre 2015 et se terminera le 31 août 2016.

En conséquence de la résolution ci-dessus, les Associés décident de modifier l'actuel article 17.1 des Statuts (étant renuméroté comme article 15.1 selon la résolution précédente) qui devra désormais se lire comme suit:

" **Art. 15.1.** L'exercice social de la Société débute le 1^{er} septembre et se termine le 31 août de l'année suivante."

Dont acte, fait et passé à Pétange, au jour mentionné au début de ce document.

Le notaire soussigné qui parle et comprend l'anglais, constate que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Ce document ayant été lu au mandataire des parties comparantes, connues du notaire par son nom, prénom, état civil et demeure, le mandataire des parties comparantes ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 19 juin 2015. Relation: EAC/2015/14063. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015123684/165.

(150134596) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

Brandl-Cosmotrans S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2315 Senningerberg, Parishaff.

R.C.S. Luxembourg B 198.666.

— STATUTEN

Im Jahre zwei tausend fünfzehn.

Den vierzehnten Juli.

Vor dem unterzeichneten Henri BECK, Notar mit dem Amtssitze in Echternach (Grossherzogtum Luxemburg).

SIND ERSCHIENEN:

1.- Herr Otto Gottfried BRANDL, Transportunternehmer, wohnhaft in D-83661 Lenggries, Unterfeldweg, 14b.

2.- Herr Hans Peter WIRTH, Transportunternehmer, wohnhaft in CH-6353 Weggis, Parkstrasse, 25,

hier vertreten durch Herrn Otto Gottfried BRANDL, vorgenannt, aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift vom 14. Juli 2015,

welche Vollmacht, nach gehöriger "ne varietur" Paraphierung durch den Bevollmächtigten des Komparenten und dem amtierenden Notar, gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigegeben bleibt um mit derselben einregistriert zu werden.

Welche Komparenten, anwesend oder vertreten wie vorerwähnt, den instrumentierenden Notar ersuchten, folgenden Gesellschaftsvertrag zu beurkunden, den sie miteinander abgeschlossen haben:

Titel I. Name, Sitz, Zweck, Dauer

Art. 1. Zwischen den vorgenannten Parteien, sowie allen welche in Zukunft Inhaber der hiernach geschaffenen Anteile werden, besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, welche durch gegenwärtige Satzung sowie durch die zutreffenden gesetzlichen Bestimmungen geregelt ist.

Art. 2. Die Gesellschaft trägt die Bezeichnung "Brandl-Cosmotrans S.à r.l."

Art. 3. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Senningerberg (Freeport).

Er kann durch eine Entscheidung der Gesellschafter in eine andere Ortschaft des Grossherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Art. 4. Zweck der Gesellschaft ist das Betreiben einer Transport- und Logistikfirma sowie eines Speditionslagers.

Die Gesellschaft kann ausserdem alle anderen Operationen kommerzieller, industrieller, finanzieller, mobiliarer und immobilärer Art, welche sich direkt oder indirekt auf den Gesellschaftszweck beziehen oder denselben fördern, ausführen.

Art. 5. Die Gesellschaft ist für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Titel II. Gesellschaftskapital, Anteile

Art. 6. Das Gesellschaftskapital beträgt ZWÖLF TAUSEND FÜNF HUNDERT EURO (€ 12.500.-), aufgeteilt in ein hundert (100) Anteile von je EIN HUNDERT FÜNFUNDZWANZIG EURO (€ 125.-), welche wie folgt übernommen werden:

1.- Herr Otto Gottfried BRANDL, Transportunternehmer, wohnhaft in D-83661 Lenggries, Unterfeldweg, 14b, fünfzig Anteile	50
2.- Herr Hans Peter WIRTH, Transportunternehmer, wohnhaft in CH-6353 Weggis, Parkstrasse, 25, fünfzig Anteile	50
Total: EIN HUNDERT Anteile	100

Art. 7. Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern frei übertragbar.

Zur Abtretung von Geschäftsanteilen unter Lebenden an Nichtgesellschafter bedarf es der Genehmigung der Generalversammlung, in welcher wenigstens drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals vertreten sein müssen.

Die Übertragung der Geschäftsanteile an Nichtgesellschafter infolge Sterbefalls bedarf der Zustimmung von Gesellschaftern, welche drei Viertel (3/4) der den Überlebenden zustehenden Rechte vertreten.

Die laut Absatz 3 vorgesehene Zustimmung ist nicht erforderlich, wenn die Anteile, sei es an Reservaterben, sei es an den überlebenden Ehegatten oder, soweit dies durch die Statuten vorgesehen ist, an die andern gesetzlichen Erben übertragen werden.

Die Erben sowie die durch Verfügung von Todeswegen eingesetzten Vermächtnisnehmer, welche obige Zustimmung nicht erhalten, sowie auch keinen Abnehmer gefunden haben, welcher die vorgeschriebenen Bedingungen erfüllt, können die vorzeitige Auflösung der Gesellschaft veranlassen und zwar drei Monate nach einer Inverzugsetzung, die den Geschäftsführern durch den Gerichtsvollzieher zugestellt und den Gesellschaftern durch Einschreibebrief durch die Post zur Kenntnis gebracht wird.

Innerhalb der besagten Frist von drei Monaten können die Geschäftsanteile des Verstorbenen jedoch erworben werden, entweder durch die Gesellschafter, unter Vorbehalt der Bestimmungen des letzten Satzes von Artikel 199, oder durch einen von ihnen genehmigten Dritten, oder auch durch die Gesellschaft selbst, wenn sie die Bedingungen erfüllt, welche von einer Gesellschaft zum Erwerb ihrer durch sie verausgabten Wertpapiere verlangt werden.

Der Rückkaufpreis der Geschäftsanteile wird auf Grund der Durchschnittsbilanz der drei letzten Jahre, und wenn die Gesellschaft noch keine drei Geschäftsjahre aufzuweisen hat, auf Grund der Bilanz des letzten oder derjenigen der zwei letzten Jahre berechnet.

Wenn kein Gewinn verteilt worden ist, oder wenn keine Einigung über die Anwendung der im vorhergehenden Absatz angegebenen Rückkaufgrundlagen zustande kommt, wird der Preis im Uneinigkeitsfalle gerichtlich festgesetzt.

Die den Geschäftsanteilen des Erblassers zustehenden Rechte können nicht ausgeübt werden, bis deren Übertragung der Gesellschaft gegenüber rechtswirksam ist.

Die Abtretungen von Geschäftsanteilen müssen durch notariellen oder Privatvertrag beurkundet werden.

Die Übertragungen sind der Gesellschaft und Dritten gegenüber erst rechtswirksam, nachdem sie, gemäß Art. 1690 des bürgerlichen Gesetzbuches, der Gesellschaft zugestellt oder von ihr in einer notariellen Urkunde angenommen worden sind.

Titel III. Verwaltung und Vertretung

Art. 8. Solange die Zahl der Gesellschafter fünfundzwanzig (25) nicht übersteigt, steht es dem Geschäftsführer frei, die Gesellschafter in Generalversammlungen zu vereinigen. Falls keine Versammlung abgehalten wird, erhält jeder Gesellschafter den genau festgelegten Text der zu treffenden Beschlüsse und gibt seine Stimme schriftlich ab.

Eine Entscheidung wird nur dann gültig getroffen, wenn sie von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Kapitals vertreten, angenommen wird. Ist diese Zahl in einer ersten Versammlung oder schriftlichen Befragung nicht erreicht worden, so werden die Gesellschafter ein zweites Mal durch Einschreibebrief zusammengerufen oder befragt und die Entscheidungen werden nach der Mehrheit der abgegebenen Stimmen getroffen, welches auch der Teil des vertretenen Kapitals sein mag.

Die Satzungen können nur mit einer Dreiviertelmehrheit der stimmberechtigten Anteile abgeändert werden.

Jeder Gesellschafter ist stimmberechtigt welches auch immer die Anzahl seiner Anteile ist und jeder Anteil gibt Anrecht auf eine Stimme. Jeder Gesellschafter kann sich rechtmässig bei der Gesellschafterversammlung auf Grund einer Sondervollmacht vertreten lassen.

Art. 9. Die Gesellschaft wird verwaltet durch einen oder mehrere Geschäftsführer, welche nicht Teilhaber der Gesellschaft sein müssen.

Die Ernennung der Geschäftsführer erfolgt durch den alleinigen Gesellschafter beziehungsweise durch die Gesellschafterversammlung, welche die Befugnisse und die Dauer der Mandate des oder der Geschäftsführer festlegt.

Als einfache Mandatäre gehen der oder die Geschäftsführer durch ihre Funktion(en) keine persönlichen Verpflichtungen bezüglich der Verbindlichkeiten der Gesellschaft ein. Sie sind jedoch für die ordnungsgemässe Ausführung ihres Mandates verantwortlich.

Art. 10. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 11. Über die Geschäfte der Gesellschaft wird nach handelsüblichem Brauch Buch geführt.

Am Ende eines jeden Geschäftsjahres werden durch die Geschäftsführung ein Inventar, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung aufgestellt.

Der Kreditsaldo der Bilanz wird nach Abzug aller Kosten sowie des Beitrages zur gesetzlichen Reserve der Generalversammlung der Gesellschafter zur Verfügung gestellt.

Art. 12. Durch den Tod eines Gesellschafters erlischt die Gesellschaft nicht, sondern wird mit den Erben des Verstorbenen weitergeführt.

Titel V. Auflösung und Liquidation

Art. 13. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere von der Gesellschafterversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen durchgeführt.

Die Gesellschafterversammlung legt deren Befugnisse und Bezüge fest.

Art. 14. Für sämtliche nicht vorgesehenen Punkte gilt das Gesetz vom 18. September 1933 über die Gesellschaften mit beschränkter Haftung, sowie das Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und deren Abänderungen.

Einzahlung des Gesellschaftskapitals

Alle Anteile wurden voll in bar eingezahlt, so dass der Betrag von ZWÖLF TAUSEND FÜNF HUNDERT EURO (€ 12.500.-) der Gesellschaft von heute an zur Verfügung steht, wie dies dem unterzeichneten Notar ausdrücklich nachgewiesen wurde.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt jedoch am Tage der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2015.

Kosten

Die Kosten, welche der Gesellschaft zum Anlass ihrer Gründung entstehen, werden abgeschätzt auf den Betrag von ungefähr ein tausend Euro (€ 1.000.-).

Erklärung

Die Komparenten, anwesend oder vertreten wie vorerwähnt, erklären seitens des unterfertigten Notars Kenntnis erhalten zu haben, dass die Gesellschaft erst nach Erhalt der nötigen Ermächtigungen ihre Aktivitäten aufnehmen kann.

Generalversammlung

Als dann sind die Gesellschafter, anwesend oder vertreten wie vorerwähnt, welche das gesamte Gesellschaftskapital vertreten, in einer ausserordentlichen Generalversammlung zusammengetreten, und haben einstimmig und laut entsprechender Tagesordnung nachfolgende Beschlüsse gefasst:

a) Zum Geschäftsführer der Gesellschaft wird für eine unbestimmte Dauer ernannt:

Herr Otto Gottfried BRANDL, Transportunternehmer, geboren in Bischofswiesen (Deutschland), am 6. Juni 1943, wohnhaft in D-83661 Lenggries, Unterfeldweg, 14b.

b) Die Gesellschaft wird in allen Fällen durch die alleinige Unterschrift des Geschäftsführers rechtsgültig vertreten und verpflichtet.

c) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-2315 Senningerberg, Parishaff (Freeport).

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen in Echternach, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, handelnd wie eingangs erwähnt, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: O. G. BRANDL, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 17 juillet 2015. Relation: GAC/2015/6086. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, auf Begehrt erteilt, zwecks Hinterlegung beim Handels- und Gesellschaftsregister.

Echternach, den 22. Juli 2015.

Référence de publication: 2015123791/136.

(150134084) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.

**Vinidarius S.A., Société Anonyme,
(anc. Wasserbillig Motorway Catering Services S.A.).**

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-5531 Remich, 10, route de l'Europe.

R.C.S. Luxembourg B 157.116.

L'an deux mille quinze, le dix-septième jour du mois de juillet.

Par devant Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch, Grand Duché de Luxembourg.

Se réunit

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «Wasserbillig Motorway Catering Services S.A.», ayant son siège social à L-6776 Grevenmacher, 2, Route Nationale 1, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 157.116, constituée par-devant Maître Edouard DELOSCH, alors notaire de résidence à Rambrouch, suivant acte reçu le 23 novembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 146 du 25 janvier 2011, et dont les statuts n'ont pas encore été modifiés depuis sa constitution (la "Société").

L'assemblée est présidée par Monsieur Daniel REDING, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-9053 Ettelbruck, 53 Avenue J.F. Kennedy.

Le président désigne comme secrétaire Madame Nathalie MELLA, secrétaire juridique, demeurant professionnellement à L-9053 Ettelbruck, 53 Avenue J.F. Kennedy.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Daniel REDING, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-9053 Ettelbruck, 53 Avenue J.F. Kennedy.

Le bureau étant ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire d'acter:

I. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux, sont indiqués sur une liste de présence signée par les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence ainsi que les procurations des actionnaires représentés, signées «ne varietur» par les membres du bureau comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités d'enregistrement.

II. Que toutes les dix mille (10.000) actions sans désignation de valeur nominale, représentant l'intégralité du capital social, étant présentes ou représentées à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III. Que la présente Assemblée Générale a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Changement de la dénomination sociale de «Wasserbillig Motorway Catering Services S.A.» en «Vinidarius S.A.»;
2. Modification subséquente de l'article 2 des statuts de la Société pour le mettre en concordance avec la résolution qui précède;
3. Transfert du siège social de L-6776 Grevenmacher, 2, Route Nationale 1 à l'adresse suivante: L-5531 Remich, 10, route de l'Europe;
4. Modification subséquente du premier alinéa de l'article 4 des statuts de la Société pour le mettre en concordance avec la résolution qui précède;
5. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée générale, après délibération, cette dernière prend à l'unanimité des voix dans chaque catégorie d'actions les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de changer la dénomination sociale de «Wasserbillig Motorway Catering Services S.A.» en «Vinidarius S.A.».

117695

Deuxième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'assemblée générale décide de modifier l'article 2 des statuts de la Société pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

Art. 2. Dénomination. «La Société prend comme dénomination «Vinidarius S.A.»»

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de la Société de son adresse actuelle de L-6776 Grevenmacher, 2, Route Nationale 1 à l'adresse suivante: L-5531 Remich, 10, route de l'Europe.

Quatrième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'assemblée générale décide de modifier le premier alinéa de l'article 4 des statuts de la Société pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

Art. 4. Siège social. «Le siège social de la Société est établi dans la commune de Remich.»

Tous les points à l'ordre du jour étant épuisés, la séance est levée.

Dépenses

Les dépenses, frais, rémunération ou charges, quelle que soit leur forme, seront payés par la Société ou qui lui seront imputés en rapport avec sa reclassification du capital social au taux fixe d'enregistrement de la perception fiscale sont estimés à mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Ettelbruck, le jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux Membres du Bureau, connus du notaire soussigné par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec, le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: D. REDING, N. MELLA, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 2015. Relation: DAC/2015/. Reçu soixante-quinze (75.-) euros

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 22 juillet 2015.

Référence de publication: 2015123606/74.

(150132984) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2015.

Asia Property Fund IV Feeder S.A. SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé,

(anc. BlackRock Asia Property Fund IV Feeder S.A. SICAV-SIF).

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 194.455.

In the year two thousand and fifteen, on the 6th day of July.

Before the undersigned notary Maître Karine Reuter, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

APPEARED:

BlackRock UK 4 LLP, a limited liability partnership incorporated under the laws of England and Wales, with registered office at 12 Throgmorton Avenue, London EC2N 2DL, and registered with the Companies House of England and Wales under number OC371088 (the "Sole Shareholder"),

represented by Alexandra Perl, private employee, professionally domiciled in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal on 26 June 2015 that will be signed "ne varietur" by the person appearing and the undersigned notary and shall remain attached to the present deed and simultaneously filed with the registration authority.

The appearing party, represented aforesaid, is the sole shareholder of "BLACKROCK Asia PROPERTY Fund IV Feeder S.a. SICAV-SIF", a public limited company (société anonyme) qualifying as Fonds d'Investissement Spécialisé (SIF) with variable capital (SICAV) pursuant to the Act on Specialised Investment Funds dated 13 February 2007, as amended, having its registered office at 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, incorporated by a deed of Me Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg, on 18 December 2014, published in the Memorial C Recueil des Sociétés et Associations no 754 on 19 March 2015, registered with the Luxembourg company and commercial register under section B number B-194.455 (the "Company").

The appearing party, represented as aforesaid, having recognised to be fully informed of the resolution to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda:

1. Amendment of article 1 of the Company's articles of association so that it reads as follows:

“ **Art. 1. Name.** Between the undersigned and all persons that may become shareholders there exists a company in the legal form of a public limited company under the name of "Asia Property Fund IV Feeder S.A. SICAV-SIF" (the “Fund”) qualifying as an “investment company with variable capital - specialised investment fund“.

All terms not defined in these Articles of Association (the “Articles”) shall have the meaning given to such terms in the PPM (as defined below).”

2. Amendment of article 3 of the Company's articles of association so that it reads as follows:

“ **Art. 3. Corporate Object.** The Fund's exclusive object is to carry out the business of a specialised investment fund pursuant to the Law on Specialised Investment Funds dated 13 February 2007, as amended (“2007 Law“) and to achieve the investment strategy laid down in the PPM.

The Fund will invest substantially all of its assets in Asia Property Fund IV S.à r.l. SICAV-SIF (the “Master Fund”).

Within the framework of the 2007 Law, the Fund may take all measures and carry out all business activities it deems helpful to fulfil and to promote its company purpose.”

has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution:

The Sole Shareholder RESOLVES to amend article 1 of the Company's articles of association, which shall read with immediate effect as follows:

“ **Art. 1. Name.** Between the undersigned and all persons that may become shareholders there exists a company in the legal form of a public limited company under the name of "Asia Property Fund IV Feeder S.A. SICAV-SIF" (the “Fund”) qualifying as an “investment company with variable capital - specialised investment fund“.

All terms not defined in these Articles of Association (the “Articles”) shall have the meaning given to such terms in the PPM (as defined below).”

Second resolution:

The Sole Shareholder RESOLVES to amend article 3 of the Company's articles of association, which shall read with immediate effect as follows:

“ **Art. 3. Corporate Object.** The Fund's exclusive object is to carry out the business of a specialised investment fund pursuant to the Law on Specialised Investment Funds dated 13 February 2007, as amended (“2007 Law“) and to achieve the investment strategy laid down in the PPM.

The Fund will invest substantially all of its assets in Asia Property Fund IV S.à r.l. SICAV-SIF (the “Master Fund”).

Within the framework of the 2007 Law, the Fund may take all measures and carry out all business activities it deems helpful to fulfil and to promote its company purpose.”

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with the present deed are estimated to be one thousand three hundred Euro (EUR 1.300,-).

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with us, the notary, this original deed.

Signés: A. PERL, K. REUTER.

Enregistré à Luxembourg, Actes Civils 2, le 10 juillet 2015. Relation: 2LAC/2015/15585. Reçu soixante-quinze euros 75.- €.

Le Receveur (signé): MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Luxembourg, le 22 juillet 2015.

Référence de publication: 2015123789/74.

(150134145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2015.